

ÉCLAIRAGE 3 Jeanine JALKH

Dans les zones pilotes, l’armée face au défi des inspections dans les propriétés privées

MANIFESTATIONS 3

Des déposants brûlent des pneus et saccagent des devantures de banque

COMMENTAIRE 7 Louise EL-YAFI

Au Liban, juillet ne passe jamais

PORTRAIT 4 Caroline HAYEK et Cyrille NÊME

Antoun Sehnaoui, une ombre sur le Liban



Le banquier libanais Antoun Sehnaoui. Illustration L'Orient-Le Jour/Moussa Maalouf

C'est un nom que tous les Libanais ont appris à connaître, mais que certains d'entre eux évitent de prononcer trop fort quand on les interroge, exigeant quasiment tous des précautions particulières et une garantie absolue d'anonymat. Banquier, mécène et patron de médias, « faiseur de députés » comme de « deals », Antoun Sehnaoui, PDG de la SGBL, est aujourd'hui l'un des acteurs les plus influents du Liban. De la gestion de la crise bancaire aux négociations avec

Israël, il suffit de gratter un peu pour retrouver son nom, en arrière-scène. Tirant les ficelles et imposant son récit et ses méthodes à tous ceux qui cherchent à se mettre en travers de sa route, l'homme fascine et fait peur. Comment a-t-il réussi à se placer au cœur de plusieurs enjeux-clés sans quasiment plus mettre les pieds au pays ?

Pourquoi sait-on aussi peu de choses sur lui, sur ses réseaux d'influence et sur son projet ? C'est ce

mystère que *L'Orient-Le Jour* a cherché à percer dans cette enquête en cinq épisodes sur cette ombre grandissante qui tient dans ses mains une partie du destin du Liban. Ironiquement, le jour même où notre journal lançait la publication de cette enquête, Antoun Sehnaoui et sa compagne, l'ancienne émissaire américaine Morgan Ortagus, faisaient l'actualité en offrant, lundi soir, heure de Washington (mardi heure de Beyrouth), un dîner à la mémoire de l'in-

fluent sénateur républicain de Caroline du Sud Lindsey Graham, décédé le 11 juillet dernier, en présence du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et de son épouse Sara. Contactés pour une demande d'interview, Antoun Sehnaoui, ainsi que son père, Nabil Sehnaoui, ont décliné et ont essayé d'obtenir une injonction empêchant cette publication devant le juge des référés de Beyrouth. Leur demande a été rejetée.

Premier épisode de notre série.

SOMMET

« Engagement indéfectible » de Trump et Netanyahu à empêcher l'Iran d'avoir l'arme nucléaire



Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu arrivant à la Maison-Blanche à Washington, pour rencontrer le président américain Donald Trump, le 28 juillet 2026. Elizabeth Frantz/Reuters

Le président américain Donald Trump a reçu mardi le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, un entretien salué par la Maison-Blanche comme étant « positif et constructif ». « Le président Trump vient de conclure ses entretiens dans le Bureau ovale avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky et le Premier ministre Netanyahu. Ces deux rencontres ont été positives et constructives », a écrit sur X la porte-parole de la Maison-Blanche, Karoline Leavitt. M.

Netanyahu a affirmé de son côté avoir eu avec Donald Trump « la meilleure des conversations ». La rencontre, à huis clos, entre les deux dirigeants a duré environ une heure et demie, selon la Maison-Blanche. Il s'agissait de leur première rencontre depuis le début de la guerre au Moyen-Orient, et leur huitième depuis le retour au pouvoir de Donald Trump.

Benjamin Netanyahu et Donald Trump ont réaffirmé leur refus de voir l'Iran se doter de l'arme nucléaire, se-

lon une source proche du Premier ministre israélien. « Ce fut une réunion extrêmement positive. Le Premier ministre et le président ont eu une discussion excellente et approfondie sur les grandes questions du jour, au premier rang desquelles l'Iran », a rapporté cette source dans un communiqué diffusé auprès de journalistes, ajoutant que les deux dirigeants avaient réaffirmé leur « engagement indéfectible » à empêcher l'Iran d'obtenir l'arme nucléaire.

Les deux dirigeants devaient aussi discuter de la mise en œuvre de l'accord-cadre conclu sous l'égide des États-Unis entre Israël et le Liban en vue de leur sortie de l'état de guerre, dont l'application reste difficile sur le terrain. Les discussions devaient également porter sur la bande de Gaza, sur fond d'impasse des efforts diplomatiques pour amorcer la reconstruction du territoire palestinien, dévasté par deux ans de guerre entre le Hamas et Israël.

SYRIE 5 Laure-Maïssa FARJALLAH

Tensions entre clans arabes et forces kurdes à Hassaké

Les tribus arabes de Hassaké ont donné jusqu'au 1er août aux Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, pour déposer les armes et entamer des négociations. Plus tôt dans le mois, une tente de guerre a été érigée par les clans arabes de Hassaké, mobilisés sous le slogan du « Retour de la dignité », au moment où les tensions ressurgissaient dans la province face aux FDS. Ces dernières devaient être intégrées à l'armée régulière syrienne selon un accord trouvé le 29 janvier. Mais depuis, la situation stagne, le retour

des déplacés traîne, la libération de prisonniers se fait attendre, la souveraineté de Damas reste éparse et l'intégration des FDS tarde, le tout alors que des violations leur sont attribuées par les clans arabes. Si le gouvernement central cherche aussi à clore une bonne fois pour toutes le chapitre de l'autonomie kurde dans le Nord-Est syrien, il ne semble pas prêt à le faire au prix de nouvelles confrontations communautaires. Damas a dépêché une délégation pour calmer le jeu et éviter une mobilisation tribale plus importante.

LÉGISLATIVES ISRAÉLIENNES 5 Clara HAGE

Derrière la flambée de violence en Cisjordanie

À trois mois des élections législatives du 27 octobre, les premières depuis l'attaque du Hamas contre Israël le 7-Octobre et la guerre menée dans la bande de Gaza, la nouvelle flambée de violence en Cisjordanie constitue un terrain propice à la surenchère sécuritaire alimentée par le gouvernement israélien. Alors que l'escalade en cours fait craindre le spectre d'une troisième intifada, le Premier

ministre Benjamin Netanyahu fait de sa lutte contre les « foyers terroristes » le nouveau front de sa démonstration sécuritaire. Et la proximité du scrutin nourrit les interrogations sur une éventuelle récupération politique de cette escalade. Après l'avoir placé derrière les partis d'opposition, les derniers sondages donnent le Likoud, parti du Premier ministre, à nouveau en tête avec 22 sièges.

FOOTBALL 6

Zidane, la légende devenue meneur de stars



La Fédération française de football présente Zinedine Zidane comme nouveau sélectionneur de l'équipe de France, au siège de la FFF à Paris, le 28 juillet. Abdul Saboor/Reuters

Zinédine Zidane est né sous une bonne étoile, celle de champion du monde 1998, exploit fondateur d'un destin singulier. Vingt ans après sa fin de carrière fracassante, le génial meneur de jeu, devenu entraîneur triomphant au Real Madrid, retrouve les Bleus fort de son expérience de manager de stars.

Le 9 juillet 2006, « Zizou » a clos son immense carrière de joueur – auréolée d'un Mondial, d'un Euro et d'une Ligue des champions – de la plus étrange des manières : un coup de tête sur l'Italien Marco Materazzi en mondiovision et un inévitable carton rouge avant que l'équipe de France ne s'incline aux tirs au but.

Deux décennies plus tard, c'est

en sélectionneur que Zidane va reprendre le cours de son histoire avec le maillot bleu. Et c'est comme une évidence que le Marseillais de 54 ans a été choisi mardi pour prendre la suite de 14 années fastes sous la direction de Didier Deschamps.

Cristiano Ronaldo, Karim Benzema, Toni Kroos ou encore Sergio Ramos : sur le banc du club de Madrid, Zidane a conduit d'une main de maître une équipe de « galactiques ». En Bleu, Kylian Mbappé occupera le rôle de la superstar, entouré d'une constellation d'étoiles – Dembélé, Olise, Doué, Cherki, Barcola, Ekitike... – dans une équipe de France que Zidane tentera de guider vers les sacres européen et mondial en 2028 et 2030.

DÉCRYPTAGE 2

Scarlett HADDAD
De l'Irak à la Syrie, le Hezbollah intensifie ses contacts

DIPLOMATIE 6

Zelensky à la Maison-Blanche pour obtenir de Trump des missiles Patriot

SECOUSSE 6

Séisme de magnitude 7,1 au Japon

CUISINER AVEC SON ENFANT

12 Carla HENOUD
La salade printanière de Jad Choucair et son fils Lazare, 5 ans

Frappes de drone sur Nabatiyé el-Faouqa et dynamitages sur la rive sud du Litani

L'armée libanaise a découvert et « neutralisé » une « cache d'armes du Hezbollah » dans l'une des zones pilotes au Liban-Sud, selon une chaîne israélienne.



Une femme observe une mosquée gravement endommagée par les bombardements israéliens, le 28 juillet, depuis une maison détruite dans le village de Zaoutar el-Gharbiyé, dans la région de Nabatiyé, au Liban-Sud. Mohammad Yassine/L'Orient-Le Jour

La région de Nabatiyé reste prise en étau par l'armée israélienne, et trois frappes de drone se sont ainsi abattues sur la localité de Nabatiyé el-Faouqa mardi matin sans faire de victimes, rapporte notre correspondant au Liban-Sud Mountasser Abdallah.

Ce village est régulièrement ciblé malgré le cessez-le-feu théoriquement en vigueur depuis mi-juin. Les deux premiers tirs ont touché une même cible, sans faire de victimes. Nabatiyé el-Faouqa est située à la lisière de la « zone tampon » établie de facto dans le Sud et en périphérie des collines de Ali Taher, où l'armée israélienne accuse le Hezbollah d'avoir un centre de commandement souterrain. Ces hauteurs ont été visées par des largages de matières explosives et des tirs d'artillerie, qui ont provoqué des incendies. Les abords de Nabatiyé el-Faouqa et des hauteurs de Ali Taher avaient déjà été prises pour cible dans la nuit par des tirs d'obus.

Sur l'autre rive du Litani, deux

dynamitages ont été opérés par les Israéliens dans le village de Aadchit el-Qousseir, dans le caza de Marjeyoun. Cette zone avait été soumise dans la matinée à des bombardements intensifs à l'artillerie. Par ailleurs, dans le caza de Tyr, des drones ont largué des grenades sonores sur Mansouri et la localité voisine de Bouyout al-Sayyad. En début de soirée, les forces occupantes ont déclenché une importante explosion entre Majdel Zoun et Mansouri. Peu avant, des explosions ont été menées à Zaoutar el-Charqiyé. Ces villages sont situés à l'intérieur ou en bordure de la « zone tampon », qui s'étend sur environ 620 km2 du territoire libanais le long de la frontière, et dans laquelle les Israéliens occupent des dizaines de villages. Dans la soirée de lundi, d'importants dynamitages avaient été déclenchés par les forces israéliennes, notamment à Talloussé (Marjeyoun), où un quartier entier a été démoli à l'explosif. Des obus et tirs de mitrail-

leuse ont encore ciblé la périphérie de Chebaa, dans le caza de Hasbaya.

Ces destructions en série ont lieu alors que le retrait israélien du Sud doit faire l'objet d'un nouveau round de pourparlers directs à Rome les 4 et 6 août prochain, confirmé lundi soir par Washington. « À Rome, les groupes techniques s'attacheront à faire progresser la mise en œuvre intégrale de l'accord-cadre », a déclaré un responsable du département d'État sous couvert d'onymat, prévoyant une extension du processus des « zones pilotes », le règlement de toutes les questions frontalières en suspens et l'élaboration d'un accord global de paix et de sécurité. « L'expérience tirée des premières zones nous aidera à perfectionner la mise en œuvre des zones pilotes afin que celles-ci puissent s'étendre de manière progressive », a-t-il ajouté. Le ministre italien des Affaires étrangères Antonio Tajani avait annoncé il y a quelques jours

la tenue de ces pourparlers.L'accord conclu le 26 juin prévoyait le déploiement de l'armée libanaise dans des « zones pilotes » évacuées par Israël sous réserve d'un désarmement du Hezbollah. C'est dans ce cadre que, selon des informations de la chaîne 11 israélienne, l'armée libanaise a découvert une « cache d'armes du Hezbollah » dans l'une de ces zones au Liban-Sud. Selon les sources de ce média, ce serait la première fois qu'une infrastructure du parti pro-iranien est « neutralisée » par l'armée libanaise depuis le début de l'application de l'accord-cadre, ce qui est perçu comme un signal positif de l'engagement de la troupe à agir pour désarmer le Hezbollah. La chaîne 11 ne précise pas dans laquelle des deux zones pilotes la cache d'armes a été retrouvée, alors que ces deux zones sont réparties au sud du Litani entre les villages de Sriba et Froun (Bint Jbeil), et au nord dans la localité de Zaoutar el-Gharbiyé.

ÉTATS-UNIS

Dîner d'Antoun Sehnaoui et Morgan Ortagus en présence de Netanyahu

L'homme d'affaires libanais et PDG de la banque SGBL, Antoun Sehnaoui, et l'ancienne émissaire américaine Morgan Ortagus ont organisé, lundi soir, un dîner à la mémoire de l'influent sénateur républicain de Caroline du Sud Lindsey Graham, décédé le 11 juillet des suites d'une pathologie cardiaque, a rapporté sur X le journaliste d'Axios Barak Ravid.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, en visite officielle aux États-Unis, et son épouse Sara Netanyahu, ainsi que la famille de Lindsey Graham figuraient parmi les invités. Plusieurs sénateurs républicains, des fonctionnaires de haut rang, des responsables de groupes industriels, ainsi que l'ambassadeur d'Israël aux États-Unis, Yechiel Leiter, faisaient également partie de l'assemblée.

La relation entre le dirigeant de la SGBL, régulièrement aperçu dans l'entourage de personnalités proches de Donald Trump, et Morgan Ortagus a commencé à être révélée publiquement en 2025, lorsque plusieurs médias ont fait état de leur proximité, parallèlement à des

informations sur le divorce de la diplomate. Quelques mois plus tard, Ortagus a quitté ses fonctions d'émissaire adjointe américaine pour le Moyen-Orient au sein de l'administration Trump.

La relation du couple est véritablement apparue au grand jour en avril, lorsqu'ils ont assisté ensemble à la cérémonie annuelle des Days of Remembrance, organisée par le United States Holocaust Memorial Museum à Washington. À cette occasion, leurs inscriptions ont été dévoilées sur le mur des donateurs du musée, Antoun Sehnaoui devenant le premier Libanais à voir son nom y figurer.

Les funérailles du sénateur Lindsey Graham, proche allié de Donald Trump, ont débuté mardi au Capitole de Washington par une cérémonie au cours de laquelle le vice-président JD Vance a salué un homme de convictions qui « aimait les gens de tous horizons ». Après le Capitole, une cérémonie devait avoir lieu dans l'après-midi à la cathédrale de Washington en présence de Donald Trump, mais aussi du président ukrainien Volodymyr Zelensky et du Premier ministre israélien.



Photo du dîner publiée par le journaliste Barak Ravid sur son compte X.

LIBAN-SUD

Le bureau d'état civil de Tyr rouvrira ses portes dès la semaine prochaine

Le ministère de l'Intérieur et des Municipalités a annoncé mardi que le bureau de l'état civil de Tyr, au Liban-Sud, rouvrira ses portes aux citoyens dès la semaine prochaine dans ses locaux d'origine, afin qu'ils puissent effectuer leurs démarches administratives « dans des conditions normales », après avoir été délocalisé au printemps à cause de la guerre. « Par le biais de la Direction générale de l'état civil, le ministère de l'Intérieur et des Municipalités a engagé les démarches administratives et logistiques nécessaires à la réinstallation du bureau de l'état civil dans ses locaux d'origine dans le caza de Tyr », a souligné sur X le ministère.

Les registres et documents de plusieurs bureaux d'état civil situés dans les régions du Sud pilonnées par des

attaques israéliennes avaient été transférés au siège du ministère à Beyrouth, afin de les protéger des destructions et de garantir la continuité des services aux citoyens. Il s'agissait des registres d'état civil des cazas de Nabatiyé, Marjeyoun, Tyr, ainsi que ceux des sous-préfectures de Meis el-Jabal (Marjeyoun), Jouaya (Tyr), Jbaa (Nabatiyé) et Tebnine (Bint Jbeil). Plusieurs de ces bureaux restent inaccessibles, notamment ceux situés dans la zone occupée par Israël au Liban-Sud.

En l'absence d'un système décentralisé et informatisé pour l'état civil, cette délocalisation s'était avérée essentielle. Car pour obtenir des documents auprès de cette instance, les citoyens doivent généralement effectuer les démarches dans leur village d'origine.

DIPLOMATIE

Nizar Hani examine à Damas la coopération agricole libano-syrienne et la sécurité alimentaire

Les visites ministérielles libanaises se succèdent en Syrie. Après ses collègues Amer Bsat (Economie) et Fayez Rassamny (Énergie), c'était au tour du ministre de l'Agriculture Nizar Hani d'enchaîner deux jours de réunions à Damas, au cours desquelles il a en particulier souhaité une coopération renforcée entre les deux pays dans le secteur de l'agriculture, afin notamment de consolider la sécurité alimentaire dans la région.

M. Hani s'est notamment entretenu mardi avec son homologue syrien, Bassel Soueidan, qui a plaidé pour la signature d'un protocole permettant de « réglementer la circulation des produits agricoles entre le Liban et la Syrie et de faciliter le passage des camions aux postes-frontières, surtout pendant la haute saison », tout en préservant les intérêts des agriculteurs et producteurs.

La veille, Nizar Hani avait participé à l'ouverture du Salon international « AgriTEK Syria », au cours duquel il avait insisté sur l'importance d'un « véritable partenariat fondé sur

l'échange d'expériences et la complémentarité des ressources ». « Le Liban est convaincu de l'importance d'établir des partenariats régionaux durables reposant sur l'innovation, la bonne gestion des ressources naturelles, le soutien aux agriculteurs et le développement des échanges agricoles entre nos pays, afin de garantir la sécurité alimentaire de nos peuples et de promouvoir un développement rural plus durable », avait-il encore affirmé.

Début juillet, le ministre des Transports et des Travaux publics Fayez Rassamny s'était rendu à Damas où il avait examiné l'ouverture d'un nouveau poste-frontière à Masnaa en vue de faciliter les modalités de passage entre le Liban et la Syrie. À la mi-juillet, le ministre de l'Économie Amer Bsat avait été reçu par le président syrien Ahmad el-Chareh pour consolider les liens économiques entre les deux pays voisins, qui ont tourné une nouvelle page de leurs relations après la chute du régime de Bachar el-Assad.



Le ministre de l'Agriculture Nizar Hani, reçu à Damas par son homologue syrien Bassel Soueidan, le 28 juillet 2026. PHOTO ANI

La Finul affirme avoir découvert 4 000 kg de matière explosive dans un bâtiment près de Houla

Dans un communiqué publié mardi sur son site, la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) a fait savoir que ses spécialistes du déminage et de la neutralisation des explosifs avaient découvert le 2 juillet, lors d'une reconnaissance de

routine près de Houla (Marjeyoun), « 385 contenants abandonnés à l'intérieur d'un bâtiment, renfermant environ 4 000 kilogrammes de matière explosive, principalement composée de nitrate d'ammonium. » Les équipes de la Finul ont ensuite

procédé à des opérations visant à rendre cette matière « inerte », afin d'écarter tout risque d'explosion. Dans son compte rendu, la Finul indique également qu'une autre patrouille a découvert le 10 juillet les débris d'un drone près d'une de ses

positions au Liban-Sud. La zone a immédiatement été sécurisée pendant que les spécialistes du déminage examinaient l'appareil. Après avoir confirmé qu'il contenait encore des composants explosifs, ils les ont neutralisés sur place, sans incident.

DÉCRYPTAGE

De l'Irak à la Syrie, le Hezbollah intensifie ses contacts

Scarlett HADDAD

Au moment où la tendance générale est de croire que l'Irak et la Syrie sont en train d'intégrer le giron américain, une rencontre a eu lieu entre une délégation du Hezbollah et le Premier ministre irakien, Ali Zaidi. L'entretien a eu lieu début juillet, c'est-à-dire avant le voyage du Premier ministre libanais à Bagdad. Tout comme il y a eu des contacts entre des représentants du Hezbollah et des responsables syriens, par l'intermédiaire du Qatar. Certes, avec les responsables syriens, les discussions restent centrées sur des questions techniques relatives à la frontière entre le Liban et la Syrie, alors qu'avec le chef du gouvernement irakien, l'entretien était plus global.

Concernant les contacts avec les autorités irakiennes, la délégation du Hezbollah était présidée par l'ancien ministre Mohammad Fneich. Elle se trouvait en Irak pour suivre la cérémonie funéraire organisée à Kerbala et à Najaf en hommage à l'ancien guide suprême iranien Ali Khamenei. Selon les informations recueillies, ce sont les auto-

rités irakiennes qui ont souhaité cette rencontre qui s'est d'ailleurs déroulée dans un climat détendu. L'idée directrice du Premier ministre irakien était de convaincre le Hezbollah de se montrer malléable, dans la recherche d'une solution au problème que posent ses armes. Il aurait même évoqué à ce sujet l'expérience irakienne avec les milices pro-iraniennes.

Zaidi aurait ainsi insisté sur la nécessité de trouver des solutions pacifiques et aurait conseillé au Hezbollah d'adopter l'équation irakienne selon laquelle s'il y a une guerre entre l'Iran et les États-Unis, il faut veiller à ce que l'Irak n'en paie pas le prix et, au contraire, si un accord est conclu entre ces deux pays, l'Irak devrait en profiter. Zaidi aurait conseillé au Hezbollah de faire preuve de réalisme et de suivre le modèle irakien, qui cherche à préserver ses relations avec l'Iran tout en développant celles nouées avec les États-Unis. Il a même proposé ses services aux Libanais, souhaitant profiter de ses bonnes relations avec toutes les parties concernées. Le Hezbollah étudie, lui, la possibilité d'avoir des représentants permanents en Irak.

Avec les responsables syriens, la situation est différente, les relations entre le Hezbollah et les nouvelles autorités à Damas étant bien plus complexes. Le passif est lourd entre elles et les deux parties se sont affrontées directement pendant les années de guerre. Pour cette raison, il est difficile d'organiser une rencontre directe entre des représentants du Hezbollah et ceux du pouvoir syrien. Mais après les déclarations apaisantes du président syrien Ahmad el-Chareh, le Hezbollah a estimé qu'il fallait saisir cette occasion et tenter un rapprochement avec les autorités syriennes. En réalité, c'est le Qatar qui a pris l'initiative en se basant sur le point suivant : en raison des conflits entre les deux parties, le mieux serait d'entreprendre des contacts préliminaires portant sur les problèmes frontaliers. Ceux-ci constituent en effet une source majeure de conflit entre les deux pays. Si les deux parties parviennent donc à établir un minimum de coordination sur les points de passage frontaliers surtout en ce qui concerne les filières de contrebande, cela rendra plus facile par la suite la possibilité de retrouver une certaine confiance entre elles. L'idée est en train de faire son

chemin et des contacts préliminaires ont déjà été pris en ce sens. Selon le Hezbollah, la Turquie est également favorable à ce processus et pousse les autorités syriennes à prendre directement contact avec le Hezbollah. Mais celles-ci sont encore réticentes et, selon le Hezbollah, elles sont aussi soumises à des pressions de la part des Américains pour continuer à prendre leurs distances avec lui. Pour celui-ci, les récentes annonces syriennes sur la découverte de cargaisons d'armes en Syrie qui lui seraient destinées s'inscriraient dans ce sens, puisqu'il affirme ne plus avoir la moindre activité en Syrie.

Le Hezbollah voit en tout cas d'un bon œil toutes ces démarches ainsi que le rôle positif joué par la Turquie, le Qatar et l'Irak. Toutefois, ces relations peuvent-elles aboutir à ce qu'il obtienne un sursis pour ses armes, ou à un accord pour qu'il conserve une influence au Liban ? Pour l'instant, cela ne semble pas être une possibilité réelle. Au contraire, le Premier ministre irakien a proposé des pistes pour lancer le processus de désarmement, et les Syriens ne veulent pas entendre parler d'un rôle militaire du Hezbollah à la frontière avec le Liban.

ÉCLAIRAGE

Dans les zones pilotes, l’armée face au défi des inspections dans les propriétés privées

« Pour l’instant, je n’ai pris aucune décision autorisant la perquisition de quelque domicile que ce soit », affirme le procureur Ahmad el-Hajj à « L’OLJ ».

Jeanine JALKH

Alors que l’armée libanaise poursuit son déploiement dans les zones pilotes, comme prévu dans l’accord-cadre entre le Liban et Israël, la question des perquisitions des propriétés privées s’impose comme un défi majeur. D’autant qu’Israël insiste sur ce point-là, estimant que l’armée libanaise ne pourra pas démanteler l’arsenal du Hezbollah dans les zones tampons sans inspecter les maisons des habitants. En face, entre impératifs sécuritaires, garanties constitutionnelles et craintes de tensions avec la population locale, les avis juridiques et politiques s’opposent quant à l’étendue des pouvoirs de la troupe.

La mission de l’armée soulève en effet un débat sur la légalité des perquisitions dans les résidences privées, protégées par le principe constitutionnel de l’inviolabilité du domicile (article 14 de la Constitution et les dispositions du règlement du ministère de l’Intérieur). Un principe auquel se sont longtemps référés une partie des habitants du Liban-Sud et le Hezbollah. Mais certains estiment qu’au regard des circonstances exceptionnelles que traverse le Liban, ainsi que de la décision gouvernementale consacrant le monopole des armes aux mains de l’État, l’armée devrait disposer d’une plus grande marge de manœuvre pour rechercher tout armement dans les secteurs placés sous sa responsabilité.

Une autre interrogation porte sur la nature de l’autorisation que devrait délivrer le parquet : un feu vert glo-



Des soldats de l’armée libanaise inspectent le site de l’explosion qui a visé leur véhicule dans la localité de Mansouri, près de Tyr, dans le sud du Liban, le 18 juillet 2026.

Kawnat Hajji/AFP

bal couvrant l’ensemble d’une zone pilote, ou des autorisations au cas par cas, impliquant des échanges permanents entre l’armée et le procureur général près la Cour de cassation, Ahmad el-Hajj. « Pour l’instant, je n’ai pris aucune décision autorisant la perquisition de quelque domicile que ce soit », affirme le procureur à *L’Orient-Le Jour*.

Un casse-tête juridique

Il rappelle d’ailleurs que la première zone concernée, Zaoutar el-Gharbiyé,

où l’armée a récemment étendu son déploiement, est presque entièrement détruite. « Il n’y subsiste qu’une seule habitation, dont le propriétaire réside au Canada, ainsi qu’un couvent », souligne-t-il. Un constat confirmé par les journalistes qui se sont rendus sur place. « J’attends les informations que me transmettra l’armée. Si une perquisition est demandée, elle nécessitera une autorisation préalable du parquet, accordée uniquement sur la base d’éléments sérieux attestant de la présence présumée d’armes.

Les renseignements devront être solides », explique le procureur. « Lors de chaque perquisition, le *moukhtar* ainsi que le propriétaire des lieux devront être présents », abonde le constitutionnaliste et ancien ministre Adnane Sayyed Hussein.

Concrètement, les autorisations seraient donc délivrées de manière ponctuelle et non sous la forme d’un mandat général couvrant l’ensemble d’une zone. « Il est hors de question de fouiller toutes les maisons. Nous n’avons aucun intérêt à procéder à

des perquisitions systématiques. Si l’armée fouille un grand nombre de domiciles sans rien découvrir, cela serait perçu comme un échec et porterait atteinte à sa crédibilité », poursuit le procureur. De quoi compliquer la mission déjà difficile de la troupe, qui opère sous le regard prudent des Américains et des Israéliens.

Le ministre de la Justice, Adel Nassar, adopte une position plus nuancée. « La magistrature ne souhaite pas être un obstacle à l’application de la loi », affirme-t-il, tout en rappelant le prin-

cipe d’indépendance de la justice. Il ajoute que la décision politique qui consacre déjà le monopole des armes au profit de l’État assure une couverture à cette démarche. « Face au principe de l’inviolabilité du domicile, la loi interdit d’ailleurs la détention d’un dispositif militaire dans une résidence privée. La Constitution confie le haut commandement des forces armées au président et ne reconnaît aucune structure militaire parallèle. Ce principe a d’ailleurs été réaffirmé par le gouvernement », explique le ministre.

« Pas de circonstances exceptionnelles »

Certains anciens militaires estiment que la situation exceptionnelle que traverse le Liban justifie une vaste campagne d’inspection des villages du Sud, maison par maison, afin de mettre définitivement un terme à la présence d’armes illégales. Dans ce cadre, des responsables – notamment au sein des Forces libanaises, à l’instar de la députée Ghada Ayoub – appellent à considérer le Liban-Sud comme une « zone militaire », ce qui permettrait à l’armée de procéder à des perquisitions sans autorisation judiciaire préalable.

Cet appel est toutefois loin de faire consensus et se heurtera au refus du tandem chiite. Mais pas que. « Le Liban-Sud constitue certes une région sensible sur le plan sécuritaire, mais cela ne justifie pas un régime d’exception », estime une source judiciaire sous couvert d’anonymat.

Au-delà du débat juridique, il y a surtout le souci d’éviter les tensions sur place. La prudence du commandant en chef de l’armée, le général Rodolphe Haykal, traduit sa volonté d’éviter toute confrontation entre les militaires et la population locale. Une préoccupation confirmée par une source proche de Yarzé, qui affirme que « le risque existe bel et bien ».

Originaire du Liban-Sud, Adnane Sayyed Hussein se montre toutefois relativement optimiste. « Les habitants considèrent que c’est l’armée qui assurera leur protection. Dans leur immense majorité, ils souhaitent aujourd’hui tourner la page des armes et retrouver une vie normale, estime-t-il. Seule une minorité de jusqu’aboutistes pourrait chercher à provoquer des incidents. »

MANIFESTATIONS

Des déposants brûlent des pneus et saccagent des devantures de banque

Face au blocage des comptes bancaires en devise, des déposants ont manifesté mardi, place des Martyrs à Beyrouth, et à Mkalles, dans la banlieue sud-est de la capitale, afin de réclamer la restitution des dépôts bancaires, menaçant les autorités de recourir à l’escalade si leur argent ne leur était pas rendu.

Si le mouvement est resté pacifique à Beyrouth, organisé par l’Association des déposants français et libanais (ADFL), il a en revanche dégénéré dans la région de Mkalles-Sin el-Fil où des protestataires ont brisé les vitres d’agences bancaires et incendié des distributeurs de billets et des pneus. Des vidéos publiées sur les réseaux sociaux montrent le saccage d’une partie de la devanture d’une agence BLOM dans le quartier. D’autres montrent des pneus en train de brûler à l’entrée de la Byblos Bank dans le même secteur. Ces protestataires se sont ensuite dirigés vers la Bank of Beirut (BOB) où ils ont incendié des pneus, rapporte l’Agence nationale d’information (ANI, officielle), précisant que les feux ont été éteints par des équipes d’intervention. L’association Cri des déposants (@sarkhitmoudini) a affirmé dans un communiqué avoir mené « une action d’avertissement devant trois banques de Horch Tabet (à Sin el-Fil), après la poursuite de la confiscation des dépôts depuis 7 ans ».

Lundi, l’association Cri des déposants avait reconnu dans un communiqué une avancée législative notable dans l’examen du projet de loi relatif à la restructuration du secteur bancaire. Elle avait en revanche affirmé que cette « restructuration ne produira les résultats escomptés que si elle s’accompagne d’une vision économique cohérente, d’un financement crédible et d’un engagement ferme en faveur de la transparence et de la red-

dition de comptes ». « Ce n’est qu’à cette condition que les réformes cesseront d’être de simples annonces pour devenir le fondement d’un véritable redressement national », avait-elle souligné.

Place des Martyrs, mardi, les représentants des manifestants ont fustigé le système politico-bancaire qu’ils ont qualifié de « corrompu ». « Aujourd’hui, nous sommes les martyrs de la place des Martyrs, et les véritables criminels sont le système politico-bancaire corrompu, qui a volé votre argent. Le prétendu “déficit financier” dont ils parlent est avant tout un déficit moral », a dénoncé pour l’occasion l’avocat Hanna Bitar, au centre-ville de Beyrouth. Le membre du collectif organisateur s’est insurgé contre « les bénéfices réalisés par les banques durant les trente dernières années ». « Affirmer aujourd’hui qu’elles enregistrent des pertes relève de la désinformation. La plupart d’entre elles ouvrent désormais des succursales à l’étranger, alors qu’au Liban elles se disent incapables de nous restituer notre argent. Il ne peut y avoir de réforme du secteur bancaire sans la restitution intégrale des dépôts », a-t-il affirmé. Parmi les protestataires, place des Martyrs, l’ancien ministre Issam Charafeddine a accusé le gouvernement de « conspiration » contre les déposants et reproché aux partis politiques « leur absence de soutien à la cause légitime de restitution de l’argent aux citoyens ».

Le projet de loi sur la résolution bancaire en commission

Réunie au Parlement, la commission des Finances a poursuivi mardi l’examen du projet de loi sur la résolution bancaire. Elle a déjà passé en revue les 21 premiers articles, avec des modifications qui ne semblent pas à première vue alignées sur les standards défendus par le

Fonds monétaire international (FMI).

« Le FMI s’intéresse aux réformes, notamment à l’utilisation des fonds qu’il prêterait au Liban. Pour notre part, nous visons un objectif plus large : une réforme structurelle, l’obligation de rendre des comptes, la préservation des droits et le rétablissement de la confiance des citoyens, en particulier des déposants, envers leur État et leur secteur bancaire », a déclaré le président de la commission des Finances, le député Ibrahim Kanaan. Il a expliqué que la commission avait approuvé les articles relatifs « aux pleins pouvoirs de la Haute Autorité bancaire, ainsi qu’aux mécanismes de réforme et de recapitalisation », et qu’elle avait « durci les dispositions concernant les responsables politiques, les hauts responsables et les fonctionnaires de tous niveaux et de tous secteurs qui, profitant de leur influence, ont effectué des transferts de fonds à l’étranger après le 17 octobre 2019, en leur imposant de les rapatrier », sans fournir davantage de détails.

Le gouverneur de la Banque du Liban, Karim Souhaid, qui s’oppose lui aussi au FMI sur plusieurs points, a également participé à cette réunion avant de se rendre au Grand Sérail pour un entretien avec le Premier ministre Nawaf Salam.

Rien de concret n’est ressorti de cette rencontre, dont la présidence du Conseil des ministres n’a publié qu’une brève déclaration de M. Salam : « Le gouvernement est déterminé à mettre en œuvre l’ensemble des réformes requises, auxquelles il s’est engagé dans sa déclaration ministérielle, afin de parvenir au redressement financier et de mettre un terme aux conséquences de la crise qui perdure depuis plusieurs années. »

Une source anonyme au ministère a assuré de son côté que le ministre n’avait pas refusé le dialogue, mais qu’il avait demandé aux membres du Rassemblement venus à l’improviste de prendre rendez-vous pour aborder le sujet. Cette association ne regroupe qu’une partie des propriétaires de groupes électrogènes de quartier, qui seraient 7 500 selon une récente estimation publiée par l’Autorité de régulation de l’énergie.

ÉGLISE CATHOLIQUE

Le prélat maronite Christophe-Zakhia el-Kassis nommé observateur permanent du Saint-Siège à l’ONU

Le pape Léon XIV a nommé, samedi dernier, le prélat maronite libanais Mgr Christophe-Zakhia el-Kassis, 58 ans, observateur permanent du Saint-Siège auprès des Nations unies à New York. À ce titre, il représentera l’Église catholique auprès de l’organisation internationale, où il sera notamment chargé de défendre les positions du Vatican sur les grandes questions internationales et de participer aux travaux de l’ONU.

Le Saint-Siège n’est pas membre de l’ONU, mais bénéficie depuis 1964 du statut d’État observateur permanent, au même titre que la Palestine. Ce statut lui permet de participer aux débats de l’Assemblée générale, d’y prendre la parole et d’exercer un droit de réponse, sans toutefois pouvoir voter, présenter des résolutions ou proposer des candidats à des fonctions au sein de l’organisation. Mgr Kassis devient ainsi le huitième représentant du Saint-Siège auprès des Nations unies à New York

depuis l’obtention de ce statut.

Son prédécesseur l’archevêque italien Gabriele Caccia, qui occupait cette mission depuis 2019 avant d’être nommé nonce apostolique aux États-Unis, décrit cette mission comme consistant notamment à aider l’ONU à « renouveler son engagement en faveur de la prévention des guerres, de la défense de la dignité humaine, du développement et du respect du droit international », rapporte la Mission permanente du Saint-Siège auprès des Nations unies.

Au moment de sa nomination, le prélat libanais était nonce apostolique aux Émirats arabes unis depuis janvier 2023, premier représentant du Saint-Siège à résider à la nonciature d’Abou Dhabi, ouverte en février 2022. Il occupait également les fonctions de nonce apostolique au Yémen depuis juillet 2024 et de délégué apostolique pour la péninsule Arabique.

Né à Beyrouth le 24 août 1968, originaire de Feytroun, dans le Kesrouan,

il a été ordonné prêtre le 21 mai 1994 et incardiné dans l’archéparchie maronite de Beyrouth. Titulaire de deux doctorats, en droit civil et en droit canonique, et archevêque titulaire de Roselle, en Italie, il est entré au service diplomatique du Saint-Siège en juin 2000. Il a notamment servi dans les représentations diplomatiques du Vatican en Indonésie, au Soudan et en Turquie, avant de rejoindre, de 2007 à 2018, la section de la secrétairerie d’État chargée des Relations du Saint-Siège avec les États et les organisations internationales. En novembre 2018, le pape François l’avait nommé nonce apostolique au Pakistan. Durant la même année, il a été ordonné évêque par le cardinal et secrétaire d’État Pietro Parolin.

Contactés par *L’Orient-Le Jour*, l’archevêché de Beyrouth, la nonciature apostolique au Liban ainsi que le patriarcat maronite n’ont pas donné suite à nos sollicitations.

HÔPITAUX

Le ministère de la Santé enquête sur la mort d’un jeune du Akkar

Le ministre de la Santé Rakan Nasreddine a ordonné mardi l’ouverture d’une enquête « immédiate et directe » sur les circonstances de la mort de Hadi Chreiteh, un jeune originaire du Akkar décédé lundi des suites d’un accident de la route. L’initiative du ministre fait suite à des accusations selon lesquelles plusieurs hôpitaux auraient refusé de l’admettre, ce qui aurait retardé sa prise en charge. Le ministre a fait savoir qu’« aucune négligence ni infraction » que l’enquête pourrait révéler ne seront tolérées.

Selon notre correspondant au Liban-Nord Michel Hallak, Hadi Chreiteh avait été grièvement blessé après avoir été renversé dans un accident survenu dans la nuit de dimanche à lundi sur la route de Dousa, dans le Akkar. En raison de son état extrêmement critique, il a d’abord été transporté au centre hospitalier

al-Youssef à Halba, avant d’être évacué en urgence vers Beyrouth à bord d’un hélicoptère militaire de l’armée. Il est décédé peu après. Il a ensuite été rapporté que plusieurs hôpitaux universitaires avaient refusé de l’admettre, ce qui aurait contribué à retarder sa prise en charge et entraîné son décès.

Un flot d’accusations a aussitôt circulé sur les réseaux contre ces hôpitaux, auxquels de nombreux internautes imputent la responsabilité de la mort du jeune homme. Ils réclament l’ouverture d’une enquête sérieuse par les autorités compétentes ainsi que des poursuites contre tout responsable de ce qu’ils qualifient d’acte « indigne » et « inhumain ». Ils réitérent par ailleurs l’importance de doter le Akkar et le Liban-Nord d’un hôpital universitaire capable de prendre en charge ce type de cas, afin

d’épargner des vies à des habitants contraints jusqu’à Beyrouth pour tenter de sauver leurs proches.

L’Orient-Le Jour a tenté de joindre la direction du centre hospitalier al-Youssef, qui n’était pas disponible pour commenter.

Dans un communiqué, le ministre de la Santé a chargé la direction des soins médicaux de mener une enquête dans « les plus brefs délais » afin d’établir les circonstances des faits et de lui soumettre des recommandations. Selon le texte, les autorités compétentes ont commencé à recueillir les témoignages des personnes concernées et à examiner les dossiers médicaux et administratifs afin de vérifier, « en toute transparence et avec précision », si les procédures médicales et administratives en vigueur ont été respectées.

Des exploitants de générateurs en colère

Les tarifs des générateurs privés, fixés par le ministère de l’Énergie pour les factures de juillet, ont baissé pour le troisième mois consécutif, même s’ils restent encore plus élevés qu’avant la guerre régionale qui a contribué à faire flamber les prix du pétrole.

Cette nouvelle grille a été contestée par certains propriétaires de générateurs, qui ont manifesté leur mécontentement mardi matin devant le ministère de l’Énergie. S’exprimant sur place au micro de médias locaux, le

président du Rassemblement des exploitants de générateurs privés, Abdo Saadé, a estimé que les prix fixés ne tenaient pas compte de la réalité des prix du diesel et de leur volatilité, dans un contexte de guerre toujours latente malgré l’accalmie de ces derniers jours. Des propos qu’il a confirmés à *L’Orient-Le Jour*.

Il a enfin accusé le ministre de l’Énergie Joe Saddi d’avoir refusé de recevoir le Rassemblement pour discuter de la grille tarifaire.

ENQUÊTE

Dans la famille Sehnaoui, il était une fois le neveu Antoun (1/5)

Retour sur l'histoire d'une grande famille libanaise, d'un putsch et d'un héritier pressé.

Caroline HAYEK et Cyrille NÈME

C'est un nom que tous les Libanais ont appris à connaître, mais que certains d'entre eux évitent de prononcer trop fort quand on les interroge, exigeant quasiment tous des précautions particulières et une garantie absolue d'anonymat. Banquier, mécène et patron de médias, « faiseur de députés » comme de « deals », Antoun Sehnaoui, PDG de la SGBL, est aujourd'hui l'un des acteurs les plus influents du Liban. De la gestion de la crise bancaire aux négociations avec Israël, il suffit de gratter un peu pour retrouver son nom, en arrière-scène. Tirant les ficelles et imposant son récit et ses méthodes à tous ceux qui cherchent à se mettre en travers de sa route, l'homme fascine et fait peur. Comment a-t-il réussi à se placer au cœur de plusieurs enjeux-clés sans quasiment plus mettre les pieds au pays ? Pourquoi sait-on aussi peu de choses sur lui, sur ses réseaux d'influence et sur son projet ? C'est ce mystère que « L'Orient-Le Jour » a cherché à percer dans cette enquête en cinq épisodes sur cette ombre grandissante qui tient dans ses mains une partie du destin du Liban. Contactés pour une demande d'interview, Antoun Sehnaoui ainsi que son père Nabil Sehnaoui ont décliné et ont essayé d'obtenir une injonction empêchant cette publication devant le juge des référés de Beyrouth. Leur demande a été rejetée. Premier épisode aujourd'hui de cette série intitulée « Antoun Sehnaoui, une ombre sur le Liban ».

Beyrouth s'éveille à peine, en ce 27 février 2010, lorsqu'un jet privé décollé du tarmac de l'aéroport Rafic Hariri. À son bord, Antoun Sehnaoui quitte le pays, quelques heures seulement après une fusillade dans une boîte de nuit huppée de la rue de Damas. Un mandat de recherche est sur le point d'être délivré à son encontre, mais l'avion est déjà hors d'atteinte.

Quelques heures plus tôt, le PDG de la Société générale de banque au Liban (SGBL) fait son entrée à la Maison blanche, un club sélect fréquenté par l'élite de la capitale, où l'alcool coule à flots. Mazen Zein, figure de la nuit beyrouthine et propriétaire de plusieurs établissements, est assis à une table avec des amis. Entre les deux hommes, une inimitié ancienne, nourrie de contentieux financiers et judiciaires au temps où ils travaillaient ensemble. Sehnaoui appelle l'un des actionnaires du club et exige l'expulsion de Zein. La demande est rejetée. Un refus inhabituel : on ne s'oppose pas à Antoun Sehnaoui. La musique continue de résonner, masquant la tension qui s'installe. Moins d'une heure plus tard, les gardes du corps du banquier dégagent leurs armes. Des tirs éclatent dans la foule compacte. Mazen Zein est grièvement blessé.

De retour au Liban, 43 jours après les faits, le mandat de recherche et d'enquête à son encontre ayant entre-temps expiré, il est mis directement hors de cause par le procureur général Ghassan Oucidate. L'affaire aurait pu s'éteindre là. Mais le crime a eu lieu en plein cœur de la capitale, et le patron des principaux suspects, un banquier sans histoires, appartient à l'une des familles les plus en vue du pays. Impossible à étouffer, l'histoire se répand, est commentée, jusqu'à devenir une affaire d'État. Les politiques, flairant le vent de l'opinion, s'en emparent. Quelques semaines plus tard, Michel



De gauche à droite, Antoun Sehnaoui l'aïeul, Maurice Sehnaoui et Nabil Sehnaoui, à la gauche d'Antoun Sehnaoui, l'héritier. Illustration L'Orient-Le Jour/Moussa Maalouf

Aoun lâche sur la chaîne de son propre parti : « C'est Chicago en 1935 ! » Avant d'enfoncer le clou : « Je connais les Sehnaoui, qu'on aime et qu'on respecte... Ce n'est pas le genre de la famille. (...) Mais c'est l'ère des mafias. » Le mot est lâché, et il fait tache. Car dans la haute société beyrouthine, le futur président de la République est loin d'être le seul à « connaître les Sehnaoui »...

« Akhi Antoun »

Avant que le turbulent héritier ne défraie la chronique judiciaire, les hauts faits de ses aïeux alimentaient déjà depuis des décennies les rubriques – économique, mondaine voire sportive – de la presse libanaise. Mais aussi les ragots des convives des diners d'Achrafieh s'amusant des péripéties qui jalonnent une saga familiale digne d'un soap opera. Si, à l'instar des Ewing ou des Carington, personne en ville n'ignore que la rançon de leur succès est aussi faite de secrets d'alcôve, rivalités farouches et coups de jarnac, l'épisode de la « Maison blanche » détonne tout de même avec ceux des saisons précédentes.

Tout commence vraiment avec Antoun, l'aïeul, grand-oncle de l'actuel patron de la SGBL. Né en 1899 et issu d'une famille catholique-melkite originaire du rif de Damas, il arrive à Beyrouth à l'époque du mandat français, et sera ensuite rejoint par ses frères et sœurs. Naturalisé libanais dans les années 1950, ce redoutable homme d'affaires, formé à l'Institut des hautes études financières et commerciales, pose les premières pierres de l'empire familial.

Il crée la Banque belgo-libanaise en 1953, s'aventure dans l'aéronautique avec la naissance d'Air Liban (qui fusionne plus tard avec la MEA), investit dans la cimenterie, la chimie, et même dans la vie mondaine de la capitale : il fait partie des cofondateurs de l'Aéro-Club de Beyrouth. Sur tous les fronts, « Akhi Antoun », comme l'appelait Raymond Eddé, le fondateur du Bloc national, possède à la fois le sens des affaires – qui, au Liban, confine souvent à la politique – et un certain goût pour le spectacle.

En 1960, il se présente à la députation. À Beyrouth, son portrait planté à Gemmayzé devient le plus grand

la ville. Soixante-cinq taxis rutilants sillonnent les rues, tous ornés de son effigie et d'un calicot qui proclame : « Votez pour Antoun Sehnaoui, car Antoun signifie honnêteté, franchise, propreté. » Ses adversaires raillent ses origines syriennes, mais son entregent, ses relations et sa fortune balaient tout. Elu député, il est nommé ministre des PTT en 1964, sous la présidence de Charles Hélou. Cinq ans plus tard, la Belgo-libanaise se mue en Société générale libano-européenne de banque, le socle de l'héritage qu'il léguera à ses descendants... ou plutôt ceux de son frère cadet Nicolas qui, contrairement à lui, est marié, à Marcelle Élias, qui lui donne trois enfants : Maurice, Nabil et Amal. La nécessité d'assurer l'avenir de la lignée fait loi, mais, dans les salons, le choix fait jaser : « Marcelle était la compagne de son beau-frère Antoun. C'était un secret de polichinelle. Ils vivaient dans des maisons mitoyennes », se remémore un proche de la famille. Le couple se soucie si peu du « qu'en-dira-t-on » que les colonnes mondaines de *L'Orient-Le Jour* mentionnent qu'ils ont été aperçus ensemble dans un bar de la capitale, le 22 août 1973. « Les garçons, Maurice et Nabil, étaient pourris gâtés. Leur père avait été convoqué un jour par le recteur de l'école, à cause de mauvaises notes, et il lui avait répondu : "Pas grave, quand ils seront parents, ils auront une secrétaire" », se souvient un ami de la famille, qui a fréquenté le même établissement.

Parmi les héritiers mâles, deux frères que tout, ou presque, oppose. Pilote de rallye émérite, séducteur impénitent, passionné de rock, de peinture et d'audiovisuel, Maurice, que ses enfants, férus de l'univers Disney, surnommaient « Baghera », est un dandy autodidacte qui n'hésite jamais à foncer, et qui n'a pas son pareil pour capter la lumière. « Plutôt proche des cercles intellectuels gauchisants, il n'a jamais adhéré à un quelconque mouvement qui finit en "isme" », le décrivait *Le Commerce du Levant* dans un portrait publié en avril 2000.

Son cadet, Nabil, surnommé « Apollon » dans sa jeunesse, fuit les mondanités et ne s'entoure que de fidèles, avec qui il partage sa passion pour l'histoire, la religion et les arts, son érudition sans pareille et ses opinions tranchées martelées avec l'art d'un tribun autodidacte.

Multimillionnaire retiré du monde, il prie plusieurs fois par jour, comme

un moine dans sa forteresse dorée. Un capital cultu(r)el transmis à son fils, qui ne ratera, au cours de sa carrière, jamais une occasion de montrer lui aussi l'étendue de sa foi à des interlocuteurs bien plus nombreux. « À l'époque, Riad Salamé (le tout-puissant gouverneur de la Banque du Liban pendant 30 ans, NDLR) nous racontait de manière amusée qu'il en avait marre de voir débarquer ce "cow-boy" chez lui toujours avec son chapelet à la main », confie un banquier sous le couvert de l'anonymat. De là à y voir des signes d'élection ? L'an dernier, Antoun Sehnaoui aurait flôlé la mort à la suite d'une grave maladie alors qu'il était soigné aux États-Unis. « Depuis, il est convaincu d'avoir bénéficié d'une intervention divine », affirme un proche.

Avec le temps, le surnom du père d'Antoun a toutefois fini par prendre un tout autre sens, bien loin du dieu grec de la beauté et de l'harmonie qui l'avait inspiré. En 2025, lors d'une réunion de copropriété dans la station huppée de Mzaar-Kfardebiane, où Nabil Sehnaoui possède une imposante villa, celui-ci avait plaidé sa cause face à des résidents lui reprochant ses libertés avec le règlement intérieur, avec une véhémence particulière et en compagnie d'hommes armés. « Toute la station n'a parlé que de ça, se souvient un propriétaire du village. Les jeunes se demandaient : Mais qui est cet "Apollon" ? »

« Jamais en famille »

Antoun l'aïeul fut le témoin de Maurice lors de son premier mariage, avec l'artiste mondaine Mouna Boustros, en octobre 1966. Nabil, lui, épouse May Chéhab le soir de Noël 1971 ; le jeune couple s'envole en lune de miel à Saint-Moritz. Une femme très belle, solaire, issue de l'une des plus anciennes et prestigieuses familles aristocratiques du Liban : arrière-petite-fille de l'émir Bachir Chéhab, sunnite converti au maronitisme et gouverneur du Mont-Liban jusqu'au milieu du XIXe siècle. Antoun naît le 3 novembre 1972, sa sœur Yasmina deux ans plus tard. « Il était très attaché à sa mère et a été très écorché par sa mort », raconte un ami du clan.

Quelques années plus tôt, en 1983, alors que le pays est encore plongé dans le conflit, Nabil voit son frère désigné par le patriarcat pour reprendre

le sceptre. À 40 ans, Maurice prend la tête du groupe Sehnaoui, véritable tour de contrôle d'un empire qui s'étend de l'industrie à l'informatique, de l'immobilier aux chantiers de construction et, surtout, actionnaire à 50 % de la SGBL. Nabil, lui, prend la tête de la Société des ciments. Le fondateur de l'empire meurt quelques années plus tard, en 1989, persuadé d'avoir assuré une succession sans heurts.

Malgré le contexte prévalent, la SGBL passe en dix ans de la 23e à la 3e place des banques libanaises. L'héritier mène une stratégie de croissance ambitieuse, tout en reven-

diquant une vocation sociale et culturelle, censée faire émerger une nouvelle génération de talents. « Maurice, c'était l'éclat, le charme, un mécène qui faisait vibrer la banque. Dans les affaires, Nabil restait dans l'ombre de son frère », confie un membre de leur entourage. Cela n'empêche pas les deux frères de demeurer unis « comme les doigts de la main », précise-t-il aussitôt, malgré leurs divergences politiques et le tempérament de l'aîné, peu enclin à partager les commandes, de ses entreprises, comme de ses bolides. « Je travaille avec la famille et jamais en famille », affirmait-il au *Commerce du Levant* en 2000. Une règle d'airain que le retour des États-Unis du neveu prodigue va faire voler en éclats.

Antoun le jeune grandit avec la conviction d'être au-dessus de la mêlée. Peu brillant à l'école, c'est un enfant « gâté, arrogant, tapageur mais pas perçu comme sortant du rang », se remémore une connaissance. Une autre loue au contraire son ambition dévorante, perceptible dès l'adolescence : « Il dégageait une vraie assurance, aussi bien pour courir après les filles que pour clamer que quand il prendrait la relève, la famille allait connaître un nouvel âge d'or. »

Après Notre-Dame de Jamhour, il est envoyé par son père aux États-Unis en 1991. Il entre en stage à la Société générale à New York en 1994, et décroche sa licence en économie à l'université de Californie du Sud en mai 1995. Trois ans auparavant, la banque française avait racheté la participation belge de la banque libanaise.

Dans l'ombre de ce règne sans partage, le jeune homme se montre peu enclin à attendre son heure, quitte à bousculer les codes de la maison. Lorsque Antoun revient au Liban, il

se voit néanmoins confier très vite, en 2002, la tête de Fidus, une société de courtage fondée par le financier Nabil Aoun, un intime du clan comme de Riad Salamé, et rachetée par la SGBL quelques années plus tôt. Loin de se contenter de ce placard doré, le jeune Antoun dément les pronostics de la vieille garde : pas question d'encaisser les dividendes en courant les jupons, il s'agit de prouver aux anciens de quel métal il est fait. Quitte à s'attacher à son propre bras droit, Mazen Zein, un fidèle de Nabil Aoun dont il pointe la gestion hasardeuse et qu'il accuse même de malversations. Interpellé, Maurice tranche en faveur de son ami et contre son neveu, au grand dam de celui-ci et de son père, outré. Le divorce fraternel n'est pas encore consommé, mais l'entente cordiale n'existe plus que sur les albums photos.

L'humiliation de trop

Maurice Sehnaoui reçoit *L'OLJ* chez lui, dans son imposante villa sur les hauteurs de Beyrouth. Les deux frères ne se parlent plus depuis des années. D'abord surpris par le sujet, il se laisse aller aux confidences, visiblement meurtri par cette dislocation du clan qu'il n'a jamais vraiment digérée.

« Pendant des années, ça a été la croix et la bannière, mon frère m'enquiquinait durant les conseils d'administration », raconte Maurice Sehnaoui. Et quand l'impétrant va le voir, la fleur au fusil, pour réclamer un poste à la mesure de ses ambitions au sein de la maison mère, la réponse est cinglante : « Je lui ai dit d'aller voir les ressources humaines... » se souvient l'intéressé. Pour Antoun, c'est l'humiliation de trop, celle qui pave la voie à l'impensable : un changement de régime. Reste à trouver l'opportunité.

La réduction de la participation de la Société générale capital de la SGBL (de 50 à 19 % en 2005) va poser le cadre propice à ce chambardement. Afin de dégager une nouvelle majorité, Maurice démarche le groupe Kassas, actionnaire majoritaire de la Fransabank, et lui propose un audacieux montage. Une opération complexe qui comprend d'une part un échange d'actions permettant aux Kassas d'entrer au capital de la SGBL à travers l'une de leurs banques, la BLC, et à Maurice d'entrer au capital de cette dernière à hauteur de 30 % ; et d'autre part une offre d'achat/vente dans laquelle il propose au groupe d'actionnaires rangés derrière Nabil de racheter leurs parts ou de reprendre au même prix les siennes (et celles de leur cousine germaine, Leyla Ziadé). Mais Nabil ne l'entend pas de cette oreille.

Fort de la position adoptée par la banque française dans cette bataille fœutrée, il fait capoter l'entrée des Kassas au capital de la SGBL et sort de sa manche un atout majeur : la famille Kamel, dont les affaires prospèrent en Afrique et dont l'une des figures de proue, Pierre, n'est autre que le mari de sa fille Yasmina. « Sans la fortune des Kamel, Nabil et Antoun auraient difficilement pu arriver à leurs fins », commente l'un des proches précités. Ensemble, Nabil Sehnaoui et les Kamel parviennent à monter à 81 % du capital et poussent Maurice et ses associés à renoncer à leur minorité de blocage en vendant leur part à un tiers, le dirigeant renversé retrouvant quelques mois plus tard un trône à la BLC Bank (ex-Banque libanaise pour le commerce). « Mon frère voulait ma place depuis longtemps, mais pour son fils. »

Ce n'est que le début de l'histoire. La place financière libanaise va bientôt tisser son épiingle du jeu dans la tempête mondiale. La brouille familiale n'est qu'une dispute d'héritiers, comme il y en a tant. Et Antoun Sehnaoui est encore un jeune banquier plein d'ambition, un joueur de première division dans le grand casino libanais.

Les documents et preuves liés à cette enquête ont été sécurisés par Forbidden stories.



Antoun Sehnaoui l'aïeul (le troisième en partant de la gauche en haut), lors d'une photo officielle dans les années 1960 en compagnie de plusieurs personnalités politiques comme Merched Samad (à sa gauche), Abdallah el-Yafi (en bas à gauche), Rachid Karamé et Saëb Salam. Photo d'archives L'Orient-Le Jour



Poignée de main entre M. Daniel Jouanneau, ambassadeur de France au Liban, et M. Maurice Sehnaoui, président de la Société générale libano-européenne de banque, après la remise des insignes de chevalier de la Légion d'honneur, en décembre 1998. Photo Dalati et Nohra

ÉCLAIRAGE

Législatives israéliennes : Netanyahu cherche à exploiter la flambée de violence en Cisjordanie

Alors que l'escalade en cours fait craindre le spectre d'une troisième intifada, le Premier ministre fait de sa lutte contre les « foyers terroristes » le nouveau front de sa démonstration sécuritaire.

Clara HAGE

Vendredi 24 juillet, une vingtaine de colons israéliens sont entrés dans le village palestinien de Tell, près de Naplouse, malgré l'interdiction faite aux citoyens israéliens de pénétrer sans autorisation dans cette zone sous contrôle de l'Autorité palestinienne. Une confrontation a éclaté avec les habitants, deux soldats israéliens et quatre Palestiniens ont été tués.

La riposte a été massive. L'armée israélienne a lancé l'une de ses plus importantes opérations en Cisjordanie occupée depuis des mois. Raids nocturnes à Tell pendant plusieurs jours, arrestations massives et perquisitions d'environ 70 maisons, tandis que les colons ont provoqué une trentaine d'attaques au cours du week-end. La campagne s'est étendue à Jénine, Tubas, Ramallah, Hébron, Bethléem, Tulkarem et Jérusalem-Est occupée, contre ce que le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu qualifie de « foyers terroristes ». Jusqu'à raviver le spectre d'une troisième intifada, s'inquiètent certains médias israéliens.

Le gouvernement israélien a également promis une réponse politique en ordonnant l'accélération de la légalisation de nouveaux avant-postes de colonisation et la révocation des permis de travail dans les localités palestiniennes ciblées. Au moins quatre nouveaux avant-postes, illégaux au regard du droit international et même en vertu du droit israélien, sont apparus du jour au lendemain depuis les événements de Tell.

« Terrorisme des colons »

« Tout ce que nous voyons aujourd'hui est en réalité à l'œuvre depuis plusieurs années », explique pourtant Mairav Zonszein, chercheuse à l'International Crisis Group. Depuis l'arrivée au pouvoir de la coalition actuelle, fin 2022, « la situation s'est continuellement détériorée avec l'expansion des avant-postes, l'augmentation des violences des colons et une politique assumée visant à empêcher la création d'un État palestinien ». Depuis le 7-Octobre, les colons sont davantage armés et se sentent de plus en plus encouragés par les voix officielles, ajoute-t-elle.

À ce jour, 80 avant-postes et 126 colonies ont été établis sous le gouvernement de Benjamin Netanyahu depuis sa formation fin 2022. Des projets ont été approuvés pour la



Un Palestinien tient un garçon par l'épaule tandis que les forces israéliennes supervisent la démolition d'un immeuble appartenant à des Palestiniens et abritant des commerces et des appartements, invoquant l'absence de permis de construire, à Anzah, au sud de la ville palestinienne de Jénine, dans le nord de la Cisjordanie occupée par Israël, le 27 juillet 2026. Mohammad Mansour/AFP

construction de 104 colonies plus importantes, dont certaines sont déjà implantées. Selon Hamada Jaber, consultant au Palestinian Center for Policy and Survey Research, basé à Ramallah, « la création de faits accomplis sur le terrain est une politique poursuivie depuis 1967 et considérablement accélérée sous le gouvernement actuel ».

Longtemps dénoncé par les organisations de défense des droits humains et les Palestiniens, ce soutien politique implicite aux violences des colons est désormais de plus en plus ouvertement pointé du doigt. Quelques personnalités publiques israéliennes, y compris au sein de l'armée, s'inquiètent du laisser-faire de la troupe face au comportement des colons, tandis que les responsables favorables à l'expansion de la colonisa-

tion sont accusés d'alimenter de facto ces violences.

Selon le quotidien *Haaretz*, plusieurs hauts responsables militaires imputent l'escalade actuelle au pouvoir politique. Un officier réserviste déployé en Cisjordanie témoigne ainsi auprès du journal : « La mission principale, presque exclusive, de mon unité est désormais de faire face aux violences des colons (...) Nous sommes incapables d'influer sur la situation, de la maîtriser ou d'y mettre fin. Nous ne faisons qu'y assister, impuissants. »

Illustration du peu de confiance accordé au gouvernement israélien pour enrayer des violences qu'il est lui-même accusé d'alimenter, près de 600 anciens responsables militaires, diplomatiques et des services de renseignements se sont tournés, mardi,

vers Donald Trump. Dans une lettre ouverte, ils demandent au président américain d'exhorter Benjamin Netanyahu à mettre un terme au « terrorisme des colons » en Cisjordanie occupée, estimant qu'il est le seul capable d'éviter une « catastrophe » pour la sécurité israélienne et américaine.

Netanyahu et la cohésion de son bloc

À trois mois des élections législatives du 27 octobre, les premières depuis l'attaque du Hamas contre Israël le 7-Octobre et la guerre génocidaire menée dans la bande de Gaza, cette nouvelle flambée de violence constitue un terrain propice à la surenchère sécuritaire alimentée par le gouvernement de coalition.

La proximité du scrutin nourrit les

interrogations sur une éventuelle récupération politique de cette escalade. Après l'avoir placé derrière les partis d'opposition, les derniers sondages donnent le Likoud, parti du Premier ministre, à nouveau en tête avec 22 sièges. L'opposition pourrait disposer d'une majorité théorique uniquement avec le soutien des partis arabes, une hypothèse rejetée par l'ensemble de ses principaux dirigeants, dont Naftali Bennett et Gadi Eisenkot.

Face à l'effusion de violences en Cisjordanie, l'ancien chef d'état-major de l'armée, considéré comme l'antithèse de Benjamin Netanyahu, a condamné à demi-mot la violence des colons, sans s'pancher sur les victimes palestiniennes. « Toute action ou tentative de la part d'Israéliens de prendre la loi en main porte atteinte à la sécurité et aux missions de

Tsahal et de ses combattants », a-t-il écrit sur X. Les principaux partis arabes d'Israël, faiseurs de roi indésirables de l'élection, ont unanimement condamné le comportement des colons dans les localités palestiniennes.

Quant à Benjamin Netanyahu, qui joue sa survie politique dans ce scrutin aux allures de référendum, il cherche avant tout à préserver la cohésion du bloc d'extrême droite qui compose le gouvernement le plus suprémaciste de l'histoire d'Israël. « Il cherche à satisfaire tous les partenaires qui gouvernent avec lui et à apparaître comme un dirigeant inflexible », analyse Mairav Zonszein. Parmi eux, le ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir, a affirmé avoir ordonné à l'armée « de raser ces villages depuis les airs ».

Affaiblir l'Autorité palestinienne

« L'exécutif cherche à détourner l'attention de ce que beaucoup d'Israéliens considèrent comme ses échecs, notamment vis-à-vis de l'Iran, du Liban et, dans une certaine mesure, de Gaza », explique Hamada Jaber. Contrairement aux autres fronts sur lesquels l'État hébreu est engagé, la Cisjordanie « représente le terrain le plus facile sur lequel afficher sa force », estime-t-il. Selon un récent sondage de l'Université hébraïque de Jérusalem, 92,1 % des Israéliens jugent que l'Iran est sorti renforcé de la guerre régionale alors que 82,9 % estiment que celle-ci a affaibli la sécurité à long terme d'Israël.

Pour l'éditorialiste du *Haaretz* Amos Harel, certains responsables israéliens cherchent à exploiter cette montée des tensions afin d'accélérer la transformation de la réalité sur le terrain, notamment par l'affaiblissement de l'Autorité palestinienne et l'expansion de la colonisation, tout en détournant l'attention des responsabilités du gouvernement dans les défaillances sécuritaires du 7-Octobre.

Pour autant, rien n'indique que cette montée des tensions détournera les électeurs de la coalition portée par Benjamin Netanyahu. « Les Israéliens sont aujourd'hui principalement préoccupés par d'autres enjeux, estime Mairav Zonszein. Les électeurs favorables à la colonisation continueront de soutenir les partis qui défendent cette politique. » Le scénario d'une détérioration vers une troisième intifada pourrait en revanche replacer la sécurité au centre de la campagne et avoir un impact sur le choix du candidat.

FOCUS

Damas dans l'embarras face aux tensions entre clans arabes et forces kurdes à Hassaké

Le gouvernement a dépêché une délégation pour calmer le jeu et éviter une mobilisation tribale plus importante.

Laure-Maïssa FARJALLAH

Les tribus arabes ont donné un ultimatum. D'ici au 1er août, les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, doivent avoir déposé les armes et entamé des négociations, a menacé le cheikh Ahmad el-Asaad, comme l'a rapporté sur X le chercheur Charles Lister. Plus tôt dans le mois, une tente de guerre a été érigée par les clans arabes de Hassaké, mobilisés sous le slogan du « Retour de la dignité », au moment où les tensions ressurgissaient dans la province face aux FDS. Ces dernières devaient être intégrées à l'armée régulière syrienne selon un accord trouvé le 29 janvier, après une offensive de Damas visant à récupérer les territoires autonomes du Nord-Est. Mais depuis, la situation stagne, le retour des déplacés traine, la libération de prisonniers se fait attendre, la souveraineté de Damas reste éparse et l'intégration des FDS tarde, le tout alors que des violations leur sont attribuées par les clans arabes. Confronté à d'autres menaces sécuritaires, du groupe jihadiste État islamique ou encore de l'armée israélienne dans le Sud, le gouvernement a dépêché une délégation pour calmer le jeu



Des membres de diverses tribus arabes mobilisés se rendent à Soueida en provenance d'Idlib, dans le nord de la Syrie, le 18 juillet 2025. Photo d'illustration Omar Albaw/Middle East Images/AFP via Getty Images

et éviter une mobilisation tribale plus importante.

L'impasse de l'accord Chareh-Abdi

Entre clans arabes et forces kurdes, les tensions ne datent pas d'hier. Rapidement après le début de la guerre civile déclenchée par la répression du régime Assad de la révolution lancée dans la foulée des printemps arabes en 2011, le Rojava se proclame autonome. Son administration civile est dominée par les Kurdes, qui règnent sur des territoires mixtes comme Hassaké, ou à majorité arabe comme Raqqa ou encore Deir ez-Zor, et sur

des champs pétrolifères lucratifs. De quoi attiser les tensions, les autorités étant accusées de discriminations, d'arrestations arbitraires voire d'exactions envers les populations arabes. De nombreuses manifestations avaient ainsi secoué les zones mixtes dans les dernières années du régime Assad, décriant notamment la corruption et le manque de perspectives économiques. Pour la plupart, les clans arabes avaient cependant maintenu leur présence au sein des FDS jusqu'à l'offensive du nouveau pouvoir à Damas dans le Nord-Est, en janvier dernier.

L'opération visait à forcer l'inté-

gration des Kurdes au sein de l'État syrien, alors que l'accord conclu le 10 mars 2025 entre le chef des FDS, Mazloum Abdi, et le président par intérim, Ahmad el-Chareh, avait expiré sans déboucher sur des avancées concrètes. Ce dernier prévoyait que toutes les institutions civiles et militaires relevant de l'administration autonome kurde se fondent dans celles de Damas. Face à l'inertie et à l'impasse des négociations, l'offensive lancée début janvier avec le soutien implicite de Washington a permis au gouvernement central de reprendre près de 80 % des territoires contrôlés par les Kurdes, y compris Deir ez-

Zor et Raqqa. Les tribus arabes ont joué un rôle important dans ce succès militaire, avec une planification coordonnée avec Damas en amont, ainsi que des ralliements opportunistes de dernière minute, en parallèle du retrait des forces kurdes. « Le gouvernement syrien tente de conserver l'allégeance de nombre de ces clans », souligne Samy Akil, conseiller principal du site économique spécialisé The Syria Report. « Il est conscient de l'importance des tribus, notamment pour gérer le Nord-Est, et du fait qu'elles sont aussi un puissant allié pouvant être activé en cas de besoin, comme lors des événements à Soueida », ajoute-t-il, en référence aux massacres entre milices druzes et tribus bédouines épaulées par les forces de sécurité dans cette province du Sud, en juillet 2025.

Clore une bonne fois pour toute le chapitre de l'autonomie kurde

Alors que les troupes gouvernementales n'étaient pas parvenues à conquérir Hassaké, l'administration autonome a continué d'y bénéficier d'un certain contrôle après la signature de l'accord de cessez-le-feu fin janvier. Damas pariait ainsi sur l'apaisement, alors que certaines capitales occidentales, notamment Paris, plaidaient en faveur des Kurdes. Six mois plus tard, la situation reste fragile, alors que l'État n'a pas repris le contrôle de Hassaké et que ni les FDS ni l'administration kurde n'ont été dissoutes. « Le transfert entre autorités civiles a été effectué dans divers secteurs tels que la santé et les universités, mais il n'a pas progressé aussi rapidement que l'auraient souhaité de nombreuses tribus arabes en ce qui concerne notamment l'intégration sécuritaire et judiciaire. Dans ces dossiers, les FDS exercent encore en partie un contrôle réel sur le terrain,

et Damas évalue prudemment la situation, essayant de gagner du temps et de veiller à ce que l'accord progresse lentement afin d'éviter toute confrontation », pointe Samy Akil.

De quoi attiser la colère des clans arabes, qui menacent désormais de s'en prendre aux forces kurdes. Si le gouvernement central cherche aussi à clore une bonne fois pour toute le chapitre de l'autonomie kurde dans le Nord-Est syrien, il ne semble pas prêt à le faire au prix de nouvelles confrontations communautaires. Les massacres de la côte ciblant notamment les alaouites, puis les affrontements meurtriers de Soueida, avaient mis à mal sa réputation internationale, lui attirant méfiance et critiques. D'autant que les ambitions affichées quant au monopole de l'État sur les armes ne pourront être pleinement prises au sérieux si les tribus arabes sont autorisées à conserver les leurs.

Les efforts de Damas pour calmer le jeu ont certes permis de diffuser les tensions, note Samy Akil. « Mais malgré l'absence de confrontation et l'accord qui avait été trouvé en janvier, les causes sous-jacentes des tensions n'ont pas été réglées, la situation étant contenue plutôt que résolue », poursuit le chercheur. Parmi les obstacles persistants pour faire avancer l'intégration du Nord-Est dans l'État syrien: l'inclusion des unités des FDS en bloc ou dissoutes au sein des forces de sécurité; l'intégration des combattantes femmes dans l'armée régulière; le choix de parlementaires kurdes représentatifs; l'ajout de la langue kurde au curriculum scolaire; ou encore les droits des Kurdes à intégrer dans la future Constitution. « Il n'est pas exclu qu'un nouvel incident survienne dans les prochaines semaines, particulièrement si la situation économique continue de se détériorer », anticipe Samy Akil.

Zelensky à la Maison-Blanche pour obtenir de Trump des missiles Patriot

La réunion, à huis clos, aura duré près d’une heure, et aucune information sur la teneur des discussions n’a filtré pour le moment.

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a rencontré Donald Trump mardi à la Maison-Blanche pour tenter d’obtenir du président américain son accord à l’achat d’intercepteurs Patriot, vitaux pour la défense antiaérienne de Kiev.La réunion, à huis clos, aura duré près d’une heure. Aucune information sur la teneur des discussions n’a filtré pour le moment, mais la rencontre intervient au moment où l’Ukraine et la Russie intensifient leurs frappes de longue portée et où les efforts diplomatiques américains sont au point mort, plus de quatre ans après le début de l’invasion russe.

« Notre priorité absolue est la défense contre les missiles balistiques », avait déclaré Volodymyr Zelensky sur X en annonçant son arrivée aux États-Unis.

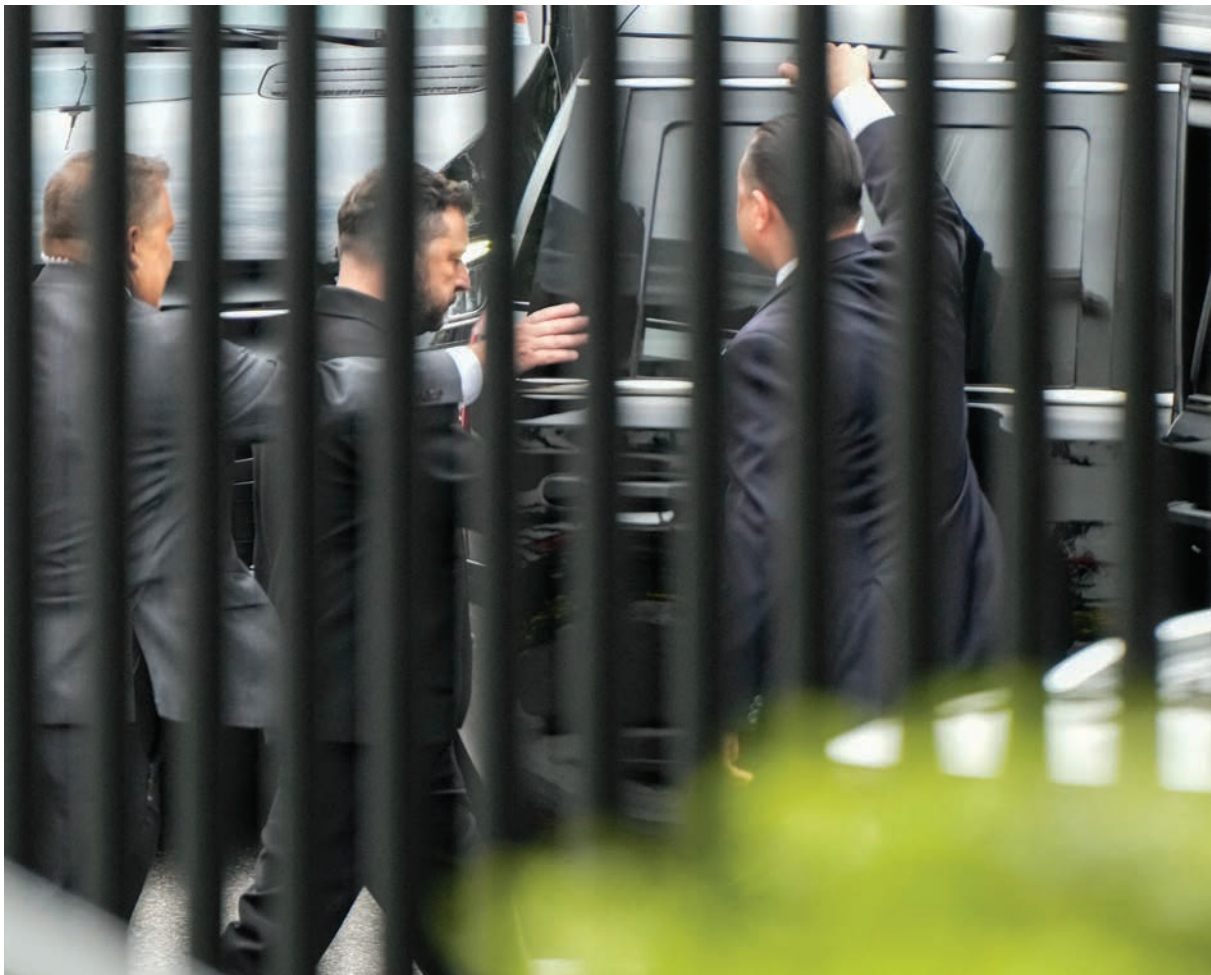
Selon l’ONU, juin a été le mois le plus meurtrier pour les civils ukrainiens depuis avril 2022, la Russie ayant multiplié les frappes de missiles balistiques, particulièrement difficiles à intercepter, contre les villes et localités ukrainiennes.

Seuls les systèmes américains Patriot sont capables de les abattre, mais l’Ukraine manque cruellement des missiles intercepteurs PAC-3. Une pénurie qui s’est aggravée depuis la guerre lancée par les États-Unis avec Israël contre l’Iran en février.

Moscou entend encore accroître ses attaques en déployant des lanceurs balistiques supplémentaires près de la frontière ukrainienne et attend en août de nouvelles livraisons de ce type en provenance de Corée du Nord, a affirmé un haut responsable ukrainien.

« Humeur » de Trump

« Il est crucial que Washington autorise l’achat d’un lot de missiles Patriot », a-t-il ajouté. Cette source a refusé de préciser combien de missiles Kiev demande, indiquant simplement : « Suffisamment pour pouvoir intercepter ce que Poutine utilise en un mois. » « Beaucoup dépendra de l’humeur du président



Le président ukrainien Volodymyr Zelensky monte dans un véhicule en quittant la Maison-Blanche à Washington, le 28 juillet 2026. Elizabeth Frantz/Reuters

Trump », a concédé le responsable.

Rien qu’en juillet, Moscou a lancé 120 missiles balistiques et antinavires à haute vitesse contre l’Ukraine, dont seulement 35 ont été interceptés, selon l’armée de l’air ukrainienne. À titre de comparaison, la Russie avait tiré entre 250 et 320 missiles balistiques sur l’ensemble de l’année 2024, selon les estimations d’experts.

Les relations entre Volodymyr Zelensky et Donald Trump ont longtemps été tendues, parfois houleuses, mais le président américain a fait montre ces dernières semaines de davantage de complaisance envers son homologue ukrainien. La rencontre a lieu le jour de l’hommage au sénateur Lindsey Graham, fervent défenseur de l’Ukraine, mort le 11 juillet.

Depuis son retour au pouvoir, Donald Trump a en grande partie interrompu les livraisons directes d’armes américaines à Kiev, leur préférant le programme PURL qui permet aux Européens d’en acheter pour ensuite les transférer à l’Ukraine.

Lors d’une précédente entrevue à Washington, en octobre 2025, Volodymyr Zelensky n’était pas parvenu à convaincre Donald Trump de livrer à l’Ukraine des missiles de croisière Tomahawk.

Sanctions

Et au cours d’une réunion restée dans les mémoires, en février 2025, les deux présidents avaient eu une dispute devant les caméras dans le Bureau ovale, Donald Trump accusant alors Volodymyr Zelensky d’ingratitude et de « jouer avec la troisième guerre mondiale ». Le président américain a ultérieurement changé d’attitude et, à l’occasion de leur dernier entretien début juillet en Turquie, estimé que son homologue ukrainien faisait « un travail formidable ». Il a aussi fait part de sa volonté d’autoriser l’Ukraine à produire des missiles Patriot.

Après sa réunion à la Maison-Blanche et une cérémonie pour Lindsey Graham à la cathédrale de Washington, Volodymyr Zelensky

devait rencontrer au Capitole en fin de journée plusieurs sénateurs. Le président ukrainien devrait pousser les élus à adopter un nouveau paquet de sanctions contre la Russie, que Lindsey Graham avait défendues et auxquelles Donald Trump aurait récemment donné son aval.

Volodymyr Zelensky s’était entrete- nu la semaine dernière par téléphone avec les émissaires de Donald Trump – Steve Witkoff et Jared Kushner – afin de « redynamiser la diplomatie ».

Les relations entre Moscou et Washington se sont, quant à elles, refroidies ces derniers temps, après des initiatives des États-Unis qui s’étaient traduites par une invitation en Alaska de Vladimir Poutine par Donald Trump pour un sommet en août 2025.

Au cours d’une rencontre à Manille la semaine dernière, le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a mis en garde son homologue américain, Marco Rubio, contre la poursuite des livraisons d’armes à l’Ukraine.

Source : AFP

SECOUSSE

Séisme de magnitude 7,1 au Japon

Un puissant séisme a secoué mardi le sud-ouest du Japon, faisant au moins un mort et des dizaines de blessés, dans des incendies et des bâtiments effondrés, notamment un centre commercial où de nombreuses personnes piégées restaient injoignables.Au moins une personne a trouvé la mort dans le département de Kumamoto touché par la secousse, a rapporté l’agence de presse Kyodo.

Et à Kashima, le deuxième étage d’un centre commercial s’est effondré, piégeant de « nombreuses personnes » à l’intérieur, ont annoncé les pompiers. Une violente déflagration y avait été entendue.

D’après la télévision publique NHK, montrant des ambulances et services de secours à l’extérieur, entre 20 et 30 employés de l’Aeon Mall restent injoignables. Selon la chaîne privée TBS, un « nombre considérable » de personnes pourraient y avoir trouvé la mort.

Plusieurs personnes sont aussi portées disparues à l’usine Nippon Paper Industries, rapporte la NHK.

D’autres images télévisées montrent des ponts en partie détruits, des bâtiments éventrés et des wagons de trains de marchandises renversés, la NHK mentionnant aussi 12 habitations effondrées près de la ville de Yatsushiro.

Deux hôpitaux ont indiqué avoir hospitalisé chacun au moins 50 personnes, rapporte aussi la télévision publique.

Le tremblement de terre survenu à 16h27 sur l’île de Kyushu était de magnitude 7,1 selon l’agence météorologique nipponne JMA. Une alerte au tsunami émise après la secousse a été levée.

La secousse a par ailleurs atteint le niveau maximum (7) sur une échelle distincte utilisée au Japon, qui mesure la force avec laquelle les séismes sont ressentis à un endroit donné, selon la JMA.

« Nous évaluons encore l’ampleur des blessés et des dégâts matériels », a déclaré la Première ministre Sanae Takaichi à la télévision. « Des coupures de courant et des incendies se produisent dans certaines zones, des routes et des ponts ont été endommagés, des bâtiments se sont effondrés », a-t-elle ajouté.

L’armée japonaise a mobilisé 3 600

Source : AFP

SOUDAN

Le chef des FSR ne retiendra plus ses troupes

Le chef des paramilitaires soudanais Mohamed Hamdan Daglo, dont les Forces de soutien rapide (FSR) sont accusées de génocide, a annoncé qu’il ne retiendrait plus ses troupes, après un revers sur le terrain face à l’armée.Après que l’armée a desserré l’emprise sur el-Obeid (centre) en reprenant le contrôle de la route stratégique menant à la capitale Khartoum, M. Daglo a affirmé dans un message vidéo qu’il ne tenait « plus la bride de ses combattants ».

Pendant des mois, les paramilitaires des (FSR) ont massé leurs troupes autour d’el-Obeid en vue d’une possible attaque de grande envergure.

Dimanche, après plusieurs jours d’offensive à travers l’État du Kordofan-Nord, l’armée soudanaise est parvenue à les repousser vers l’ouest, loin de la route de 400 km qui relie el-Obeid à Khartoum, ont indiqué lundi deux sources militaires.

L’armée a diffusé des images montrant son chef, Abdel Fattah el-Burhane, en visite à Jabrat al-Sheikh, qui était l’un des derniers bastions des FSR le long de cette route. À ses côtés, les dirigeants des deux milices les plus importantes de sa coalition actuelle : le gouverneur du Darfour et commandant des Forces conjointes, Minni Minawi, et le commandant des Forces du bouclier soudanais, Abu Aqla Kaykal.

Dans une apparente riposte, des frappes de drones ont été signalées sur el-Obeid, la plus grande ville du Kordofan, imputées aux FSR par des responsables locaux. Les locaux de l’association des avocats et la branche de la Banque agricole du Soudan ont été détruits, selon un journaliste sur place, sans qu’aucune victime ne soit signalée.

Selon l’ONU, les frappes de drone de chaque côté ont tué plus d’un millier de personnes dans la seule région du Kordofan depuis le début de l’année.

Les Nations unies avaient averti pendant des semaines que des atrocités similaires à celles commises lors de l’assaut des paramilitaires contre la ville d’el-Fasher, au Darfour, en octobre 2025, pourraient se répéter à el-Obeid.

Axe stratégique

La ville a été assiégée par les paramilitaires d’avril 2023 jusqu’en février 2025, lorsque l’armée a réussi à briser le siège. Depuis des mois, chaque camp tente de cou-

per les lignes d’approvisionnement de l’autre autour de la ville, qui se trouve au carrefour de grands axes du centre du pays. Son axe nord-sud relie Khartoum au reste du Kordofan, tandis que son axe est-ouest relie les bastions des FSR dans la région du Darfour au centre et à l’est du pays, tenus par l’armée.

La route vers Khartoum reste fermée aux civils, qui, pendant la majeure partie des affrontements, ont dû se reposer entièrement sur la route orientale menant à la région du Nil Blanc, où les FSR lancent régulièrement des frappes de drones meurtrières.

L’avancée de l’armée « ouvre une deuxième route d’approvisionnement vers el-Obeid et au-delà », a précisé l’une des sources militaires préalablement citées, toutes deux ayant requis l’anonymat, n’étant pas autorisées à parler aux médias.

Le contrôle de la route par l’armée « signifie que les marchandises vont pouvoir circuler », se félicite Sabrina Mohammed, dans el-Obeid.

Pour elle, les frappes de drone des FSR ne sont que « des soubresauts ».

« Nous y sommes habitués, à chaque fois que l’armée progresse, (les paramilitaires) ripostent sur le Kordofan-Nord », a-t-elle déclaré.

À el-Obeid, où vivent d’ordinaire environ 500 000 personnes, la population a doublé en raison de l’afflux de déplacés, selon l’ONU, et seule une fraction des habitants a un accès régulier à la nourriture.

Si les agissements de chaque camp ont donné lieu à de nombreux signalements pour crimes de guerre, notamment pour des bombardements à l’aveugle, l’armée est généralement vue plus favorablement par les civils, qui ont subi une série d’exactions de la part des paramilitaires.

La prise d’el-Fasher par les FSR, en octobre, a présenté selon une enquête de l’ONU « les caractéristiques d’un génocide ».

La guerre entre l’armée soudanaise et les paramilitaires des FSR, qui a éclaté en avril 2023, a tué 200 000 personnes selon certaines estimations et déplacé plus de 11 millions de Soudanais, pire crise humanitaire au monde selon l’ONU. Celle-ci estime que 33 millions de personnes ont besoin d’aide humanitaire.

Source : AFP

FOOT

Après Deschamps, « l’évidence » Zidane à la tête des Bleus

Icône du foot français à la riche histoire en Bleu, Zinédine Zidane a été nommé mardi sélectionneur de l’équipe de France, l’accomplissement attendu d’une carrière d’entraîneur déjà impressionnante, mais où il aura la lourde tâche de succéder à son ancien coéquipier Didier Deschamps. Depuis le siège de la Fédération française de football, devant lequel s’étaient réunis plus d’une centaine de supporters, certains parés de leur maillot bleu, le patron de la FFF Philippe Diallo a officialisé « l’évidence » : la nomination de l’ancien meneur de jeu et capitaine des Bleus, un secret de Polichinelle, tant sa candidature « s’est imposée ».

À 54 ans, « Zizou » accède à la fonction dont il rêve depuis des années, auréolé de ses titres de gloire comme joueur (champion du monde en 1998, d’Europe en 2000) et comme entraîneur au Real Madrid, avec notamment un triplé mémorable en Ligue des champions (2016, 2017, 2018).

« Dès février 2025, j’ai rencontré Zinedine Zidane » pour lui proposer le poste, a expliqué Diallo.

« C’est une continuité, quelque part un rêve » a déclaré Zidane, visiblement ému, et qui a démarré sa prise de parole par un hommage « à toutes les personnes, les pompiers, le monde agricole » qui luttent actuellement contre les incendies qui font rage en France, particulièrement en Gironde.

Sans poste depuis son deuxième passage chez les Merengue (2019-2021), le natif de Marseille succède à deux de ses coéquipiers parmi les champions de 1998, Laurent Blanc (2010-2012) et Didier Deschamps (2012-2026).

Une annonce attendue

Dès le mois de mars, Philippe Diallo avait presque vendu la mèche – sans citer directement Zidane – dans les colonnes du *Figaro*.

« Il n’y a pas énormément de profils qui peuvent prétendre à diriger l’une des plus grandes sélections du monde. Il faut un profil qui coche beaucoup



Zinédine Zidane au cours de sa conférence de presse, le 28 juillet 2026. Abdul Saboor/Reuters

de cases et qui puisse faire aussi l’objet d’une adhésion des Français, puisque cette équipe de France de football, c’est l’équipe des Français », avait-il ajouté.

Un portrait-robot dans lequel il était difficile de ne pas voir le visage de l’enfant de La Castellane à Marseille, entré dans la légende du sport français un soir de 12 juillet 1998, par la grâce d’un doublé en finale de Coupe du monde contre le Brésil (3-0).

Figure publique discrète, à la parole rare, « ZZ » a toujours gardé une image positive, pas entachée par son coup de tête contre Marco Materazzi en finale du Mondial 2006 contre l’Italie, carton rouge et défaite à la clé (1-1, 5 à 3 aux tirs au but).

Après de premiers bruissements en 2018, son nom revient avec insistance en 2022 pour succéder à Didier Deschamps, dont le contrat courait alors jusqu’au Mondial au Qatar, le président de la fédération de l’époque Noël Le Graët reconnaissant que cela irait « dans le sens de l’histoire ».

Deschamps finalement reconduit pour quatre ans, Zidane est resté encore en salle d’attente. « L’équipe de France, c’est la seule chose que je voulais faire », a-t-il reconnu. « J’ai eu des propositions pendant ces quatre, cinq ans pour prendre un club et je les ai toutes refusées pour l’équipe de France. »

Un grand défi

Après 14 années couronnées de réussite de « DD », qui a écrit la plus belle série de l’histoire des Bleus en Coupe du monde avec un titre (2018), une finale (2022) et une demi-finale (2026), et a également atteint une finale d’Euro (2016), le défi s’annonce immense pour Zidane, qui n’a jamais entraîné en-dehors du Real Madrid, son club d’adoption.

Il récupérera une équipe dont le jeu a certes séduit au Mondial nord-américain avec un trio offensif de feu Kylian Mbappé-Ousmane Dembélé-Michael Olise, mais qui a été meurtrie par l’échec en demi-fi-

nale contre l’Espagne (2-0), avant une dernière sortie peu glorieuse contre l’Angleterre lors du match pour la 3e place perdu 6-4.

Zidane, dont le contrat débute le 1er août pour une durée de sept ans, officialisera son staff début septembre. « Il est déjà en place, c’est quasiment celui que j’ai eu toutes ces années au Real Madrid », a déclaré Zidane, qui d’après le journal *L’Équipe* devrait être accompagné notamment de David Bettoni, son adjoint au Real.

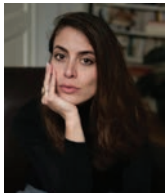
Toujours d’après *L’Équipe*, deux autres anciens de 1998 pourraient le rejoindre : l’ancien gardien Fabien Barthez pour l’entraînement spécifique à ce poste, et Bernard Diomède.

Enfin nommé au poste qu’il convoite depuis des années, Zinédine Zidane étreindra ses nouveaux galons dès la rentrée avec la Ligue des nations, pour un premier match en Turquie le 25 septembre.

Source : AFP

COMMENTAIRE

Au Liban, juillet ne passe jamais



Par Louise EL-YAFI

Avocate au barreau de Paris et essayiste

Longtemps, j’ai eu du mal à respirer en juillet. Le souffle se raccourcit. La poitrine se serre. L’air entre, mais quelque chose refuse de le laisser ressortir. Les doigts picotent, les mains se crispent, le visage s’engourdit. Le corps reconnaît juillet avant même que le calendrier ne l’annonce. Dans nos familles, les organes ont toujours eu une mémoire. Le cœur de mon père choisit l’été pour faire des siennes. Premier infarctus à 48 ans. Deuxième à 51 ans. Encore en juillet. Puis un triple pontage, toujours en juillet. Un infarctus c’est quand un caillot interrompt l’apport de sang et prive le cœur d’oxygène. Le muscle cardiaque souffre, puis commence à mourir. Un pontage crée une dérivation autour de l’artère endommagée pour que le sang continue de l’alimenter. Mon père a trois de ces chemins dans la poitrine. Trois détours pour que son cœur continue à respirer.

Des héritages muets

Les poumons de mon frère ont, eux aussi, leur histoire. À un an, il fait sa première crise d’asthme : les muscles autour de ses voies respiratoires se contractent et l’air passe mal. C’est aussi à cet âge-là qu’il fuit le Liban dans les bras de ma mère, sur un bateau pour Chypre. En juillet 2006, je prendrai le même chemin. Mon père s’engage très jeune et prend les armes. À l’été 1976, il assiste au massacre de Chekka ; son nom figure désormais sur les listes d’Assad. Il comprend qu’il doit partir. Il quitte le Liban avec une seule certitude : plus jamais la guerre. Mais la guerre ne respecte pas les serments de ceux qui lui survivent. Elle passe les frontières, poursuit les exilés, s’installe dans le sommeil, se déguise en silence ou en colère. Elle attend dans l’orage, dans le bruit d’un avion trop bas, dans les premières notes de Feyrouz. Elle finit toujours par revenir, jusque dans les cœurs. Elle nous poursuit tous. Les corps, eux, ne cessent de la raconter. Il existe des héritages muets. Ils passent d’un système nerveux à l’autre : une façon de guetter le ciel, de se méfier du silence, de trembler devant des bruits que l’on n’a pas encore entendus. Enfant, après avoir entendu son premier bombardement, mon père mouille son lit.

Apprendre vite

En juillet 2006, j’ai quatorze ans et je suis à Beyrouth pour les vacances. Je suis une petite Française venue voir sa famille. Ni une enfant du front ni une habitante assiégée. Je suis simplement là au mauvais moment. La guerre entre dans ma vie au bord d’une piscine. Un homme regarde le ciel et me dit : « C’est la guerre. » Puis il rit. C’est une manière de lui dire : je te connais. Je ne comprends pas encore ce que



Des écoliers quittent la banlieue sud de Beyrouth pendant la guerre de juillet 2006. Photo AFP

contiennent ces trois mots. Un instant suffit pourtant à couper une existence en deux : avant, lorsque le monde tenait encore debout ; après, lorsqu’on sait qu’il peut s’effondrer sans prévenir. J’apprends vite. J’apprends que pour éviter un bombardement, « c’est facile, il suffit d’aller vite là où le dernier est tombé ». J’apprends à écouter les avions, à reconnaître la géographie des détonations, à sentir la peur gagner le corps de mes proches et à vouloir regarder par la fenêtre au moment même où il aurait fallu s’en éloigner. Puis, un matin, on me réveille. Mon nom est sur les listes. Les listes de ceux que la France va rapatrier. Une liste est une chose administrative : des noms, des dates de naissance, des numéros de passeport. Ce matin-là, elle ressemble à une frontière entre ceux que l’on soustraira à la guerre et ceux qu’on lui laissera. Mon nom y est parce que je ne suis pas que libanaise. Ceux de mes proches n’y figurent pas parce qu’ils ne sont que ça.

La sécurité a le goût d’une faute

Au port, les familles avancent avec leurs sacs, leurs enfants, leurs papiers. J’embrasse ceux qui resteront, puis je monte à bord. Eux s’arrêtent là où commence le contrôle des passeports. Sur le pont, je les cherche encore. Le bateau s’éloigne. Les corps deviennent des silhouettes, puis se mêlent au quai. Beyrouth recule avec eux. Je suis du bon côté de la mer. À quatorze ans, j’apprends que la sécurité a le goût d’une faute. Dans le mouvement du bateau, je res-

sens moins un sauvetage qu’une désertion. Je quitte la guerre, mais je laisse derrière moi ceux qui n’ont pas ce qu’il faut pour qu’un pays envoie un navire. Pendant longtemps, je ne me sens pas autorisée à en parler. De quel droit employer le mot traumatisme devant ceux qui sont restés sous les bombes, ont perdu une maison, un parent, une partie de leur corps ? La souffrance des autres devient une unité de mesure contre laquelle la nôtre paraît toujours insuffisante. Alors on se tait. Le corps ne connaît pas ces précautions. Il retient seulement qu’un matin le monde a cessé d’être sûr. À mon retour en France, moi aussi, je mouille mon lit. Une semaine plus tard, je fais ma première crise d’angoisse. Le cerveau déclenche l’alarme alors qu’il n’y a plus ni avion ni bombe. Le cœur s’emballe, les muscles se figent, le visage s’engourdit. L’air devient inaccessible et, avec lui, monte cette certitude animale que je vais mourir. Je ne mourais pas. J’étais rentrée. C’est peut-être cela le traumatisme : le danger a disparu, mais le corps continue de lui obéir.

« C’est la guerre, c’est comme ça »

Quelques années plus tard, une psychologue me demande : « Vous savez ce que représentent les problèmes respiratoires en médecine chinoise ? Non, parce que je ne crois pas en ces conneries, mais allez-y. La tristesse. Dans nos familles, cette tristesse emprunte les voies respiratoires. Elle obstrue

les artères, contracte les bronches, coupe le souffle. Ce qui n’est pas dit cherche un autre passage. On nous dit parfois : « C’est la guerre, c’est comme ça. » Lorsqu’on a vécu dans l’attente de la catastrophe, le calme devient suspect. On ne sait plus habiter une journée qui ne menace personne. La guerre devient alors une obsession, une addiction. On la cherche dans chaque alerte, chaque conflit, parce que le danger pouvant survenir à tout moment, il faut le surveiller sans relâche. Il suffit que la guerre recommence ailleurs pour réveiller celle qui dort en nous. Ceux qui n’ont jamais connus les bombardements voient une image. Ceux qui les ont connus retrouvent une sensation. Une façade s’effondre, un ciel rougit, une silhouette traverse la fumée : le passé se relève en entier. Ils voient l’actualité. Nous y reconnaissons nos maisons. Ils peuvent éteindre l’écran. Chez nous, il reste allumé longtemps après. Nous cherchons une région, un village, une rue, agrandissons une photographie, demandons à nos proches s’ils sont vivants. Lorsque nous regardons les Palestiniens sous les bombes, quelque chose en nous reconnaît immédiatement ce qui se joue. Eux, c’est nous. Nous, c’est eux. Non parce que les histoires seraient interchangeables, mais parce que les corps sous les décombres parlent la même langue.

Une tristesse de 10 452 kilomètres carrés

Et voici juillet 2026. Vingt ans ont passé depuis la piscine et

le bateau. Cinquante depuis les armes prises en juillet 1976. Mon père a vieilli. J’ai grandi. La guerre, elle, n’a pas pris une ride. Vingt ans de colère. Vingt ans à attendre une justice qui arrive toujours après les morts. Vingt ans à redouter l’orage, à pleurer lorsque l’avion se pose à Beyrouth, puis lorsqu’il redécolle. Vingt ans à porter une tristesse de 10 452 kilomètres carrés. La taille exacte du Liban. Le Liban, pourtant, demeure une joie de vivre inexplicable. Ce n’est pas seulement la mer, la lumière ou les repas trop longs. C’est un pays sans distance. Une rue appartient à quelqu’un, un village porte un nom connu, une chanson ramène une maison entière. On y change de langue au milieu d’une phrase, d’époque en traversant un quartier. Tout y est proche, familial, presque charnel. Et puis il y a cette beauté, qui pousse au milieu des ruines avec une insolence presque obscène. Être libanais, c’est peut-être cela : aimer un pays qui vous donne l’appétit de vivre et organise sans cesse les conditions de votre deuil. Alors on rit fort. On aime fort. On pleure sans mesure. Une contrariété fait sauter la digue. La colère monte, les mots dépassent la pensée, les larmes arrivent avant qu’on comprenne ce qui les appelle. « Tu es pleine à craquer », m’a-t-on dit un jour. La traumatisme cherche des issues de secours. On croit parfois être excessif. On est seulement rempli de trop de choses qui n’ont jamais trouvé la sortie. Feyrouz chante : « Oh, les années qui sont passées, revenez à moi. Revenez-moi une fois, revenez-moi. Et oubliez-moi à la porte de l’enfance. » C’est là que le Liban a laissé nombre d’entre nous. À la porte de l’enfance.

Le passé pour patrie

Il les fait grandir en quelques jours, mais conserve en eux l’enfant de la première bombe. Celle de la piscine a grandi. Pourtant, quelque part, elle regarde encore par la fenêtre alors qu’on lui ordonne de s’en éloigner. Elle attend encore que la guerre finisse pour pouvoir reprendre son souffle. Mon frère dit : « Au Liban, le passé est notre patrie. » Peut-être parce que le présent y est trop fragile et l’avenir trop souvent ajourné. Alors nous habitons les étés d’avant, les maisons détruites, les morts, les départs. Nous faisons pays avec nos souvenirs, même lorsqu’ils nous empêchent de respirer. Juillet 1976. Juillet 2006. Juillet 2026. Ce ne sont pas trois guerres. C’est une seule mémoire qui change de corps. Mon père la porte dans son cœur. Je la porte dans mes poumons. D’autres dans leur sommeil, leur colère, leur obsession de réussir ou leur peur de l’orage. Une guerre ne finit pas lorsque les bombes cessent. Elle finit lorsque le corps n’attend plus la suivante. Au Liban, nous l’attendons encore. Voilà pourquoi, chaque juillet, l’air entre et ne ressort pas.

CRISE FINANCIÈRE

Le temps volé des déposants



Par le professeur Jean-Jacques MOURAD

Service de médecine interne, Hôpital franco-britannique, Levallois-Perret

Il y a des pays que l’on retrouve tels qu’on les a quittés. Contrairement à ce que l’on affirme souvent, le Liban n’en fait pas partie. Chaque retour donne l’impression de découvrir un autre pays, façonné par une nouvelle catastrophe qui, peu à peu, recouvre les précédentes. Je n’y étais pas revenu depuis le déclenchement de la crise financière. Je pensais retrouver des conversations habitées par la colère. C’est une autre émotion qui domine aujourd’hui, ou plutôt son absence. Comme si le temps avait fait son œuvre. Comme si l’on avait fini par classer les économies d’une vie parmi les pertes irréversibles, au même titre qu’une maison détruite pendant la guerre ou qu’une mort injuste. On n’en parle presque plus. Les comptes bancaires sont devenus des souvenirs. Les déposants se sont adaptés, ont réorganisé leur existence, trouvé d’autres ressources, parfois quitté le pays, parfois recommencé de zéro. Au Liban, recommencer est presque un réflexe national. Cette capacité à survivre à tout est souvent présentée comme une qualité. Elle l’est, sans doute. Mais je me demande si, poussée jusqu’à son extrême, elle ne finit pas par produire un étrange effet secondaire : celui d’effacer progressivement le scandale. À force de vivre l’inacceptable, on cesse de le nommer. Ce qui aurait dû provoquer une indignation durable devient un élément du décor. La vie reprend ses droits, et l’injustice s’est comme allisthésée.

Profonde injustice

Ce qui m’a le plus frappé, pourtant, ce n’est pas la résilience des plus jeunes. Ils ont encore devant eux des années de travail, parfois l’énergie d’un nouveau départ, souvent la nécessité d’inventer une autre vie. Ce qui me trouble est le silence qui entoure les plus âgés. Je pense à ces hommes et à ces femmes qui ont travaillé pendant quarante ou cinquante ans avec une idée simple : mettre de côté de quoi vivre sereinement leurs dernières années. Ils n’avaient pas cherché à s’enrichir. Ils avaient seulement fait ce que toute société encourage ses citoyens à faire : économiser, faire confiance à leur banque, croire que leurs institutions protégeraient le fruit de leur travail. À quatre-vingts ans, à quatre-vingt-cinq ans, on ne recommence pas une vie. On ne reconstitue pas une épargne. On ne compense pas, par



Un homme âgé est assis sur une chaise, située sur un trottoir, tandis que des piétons passent dans le quartier de Gemmayzé, à Beyrouth, le 14 avril 2023. João Sousa/L'Orient Today

quelques années de travail supplémentaires, ce qui a disparu. Le temps est devenu la seule richesse qui manque précisément à ceux auxquels on demande encore de patienter. C’est peut-être là que réside la plus profonde injustice de cette crise. Nous raisonnons comme si tous les déposants étaient égaux devant l’attente. Ils ne le sont pas. Une année n’a pas le même poids lorsqu’on a trente ans ou lorsqu’on en a quatre-vingt-cinq. Pour les uns, elle retarde un projet ; pour les autres, elle consume ce qu’il leur reste de vie. On discute depuis des années de plans de restructuration, de hiérarchies de créanciers, de décotes, de mécanismes de remboursement. Tous ces débats ont leur logique économique. Mais il existe une logique plus ancienne encore, qui précède les calculs et les bilans : celle qui commande à une société de protéger d’abord ceux qui n’ont plus le luxe d’attendre. J’ai quitté le Liban avec une question qui continue de me poursuivre : comment un peuple capable de descendre par centaines de milliers dans les rues a-t-il pu s’habituer à ce que des vieillards meurent sans avoir revu l’argent d’une vie entière de travail ? Le drame n’est peut-être pas que cet argent ait disparu. Le véritable drame serait que nous finissions par trouver cela normal.

DÉFICIT

Électricité du Liban doit majorer ses tarifs



Par Sami HADDAD

Économiste et ancien ministre libanais de l’Économie et du Commerce (2005-2008)



Le siège d’Électricité du Liban à Beyrouth, le 6 juillet 2022. Anwar Amro/AFP

Les déficits récurrents d’Électricité du Liban, qui s’élevaient à environ trois milliards de dollars par an et qui ont duré plus d’une vingtaine d’années, sont la raison principale de l’endettement massif de l’État libanais et, par conséquent, de la crise financière et bancaire qui continue depuis sept ans à peser très lourdement sur l’activité économique du pays. Les comptes d’EDL ont retrouvé un équilibre précaire depuis deux ans grâce à la majoration des tarifs du kWh initiée par le précédent gouvernement. Ces tarifs, qui sont toujours en vigueur actuellement, sont « légèrement » progressifs afin de minimiser les effets de cette majoration sur les ménages à faible revenu. Il est surprenant de noter que cette augmentation significative – de 7 à 25 cents en moyenne – est passée comme une lettre à la poste. L’opinion publique n’a pratiquement pas réagi, et ni le précédent gouvernement ni son ministre de l’Énergie n’ont exprimé leur fierté d’avoir réussi à mettre en place cette réforme tant attendue !

Principe de proportionnalité

La majoration des tarifs d’EDL a non seulement éliminé ses déficits, mais elle a également été le principal facteur ayant abouti à une fiscalité équilibrée et parfois excédentaire, avant service de la dette. Malheureusement, les résultats consé-

quents de cette réforme majeure risquent d’être annulés par la forte augmentation des prix du pétrole à la suite de la guerre opposant les États-Unis et Israël, d’une part, à l’Iran, d’autre part. Une majoration des tarifs d’EDL s’impose donc dans les plus brefs délais ! L’augmentation des tarifs devrait être proportionnelle à celle du prix international du baril de pétrole, de façon à équilibrer les comptes d’EDL et même à réaliser un léger excédent. Le nouveau barème doit être beaucoup plus progressif que celui actuellement en vigueur afin de protéger les personnes à faible revenu et de faire payer aux plus riches un prix équitable. Il faut noter ici que le tarif maximal restera nettement inférieur à celui payé aux propriétaires de générateurs privés. Le prix de l’essence payé par les automobilistes dans les stations-service est depuis longtemps indexé sur le prix international du baril de pétrole. Le même principe doit être appliqué aux tarifs d’EDL. Il est urgent de majorer les tarifs d’EDL afin d’éviter un retour aux déficits de cette institution, avec leur impact très négatif sur les finances de l’État. Nous avons connu, ces dernières années, un équilibre budgétaire qu’il faudrait maintenir à tout prix.

Cet article a été rédigé avant la décision du Conseil des ministres de maintenir les tarifs d’EDL à leur niveau actuel.

ENTRETIEN

Natacha Atlas : Les Arabes sont bien plus que les clichés de Lawrence d’Arabie

La chanteuse présentera « Parallel Universe Volume 1 », son nouvel album conçu avec le compositeur et violoniste Samy Bishai, le 30 juillet à 20h au KED. Le concert accueillera Zeid Hamdan en invité.

Rita BASSIL

Depuis plus de trente ans, Natacha Atlas fait dialoguer les traditions musicales arabes avec les esthétiques contemporaines. De *Transglobal Underground* à ses collaborations avec Peter Gabriel, Jean-Michel Jarre, Ibrahim Maalouf, Zeid Hamdan ou Angelin Preljocaj, elle a construit une œuvre singulière où se croisent identité, spiritualité et engagement, tout en déconstruisant les représentations orientalistes. Avec *Parallel Universe Volume 1*, conçu avec son partenaire de vie et de création, le compositeur et violoniste Samy Bishai, elle renoue avec une écriture électronique nourrie par la science-fiction, la mémoire, l’amour, la bienveillance et les fractures du présent. Depuis ses débuts, elle explore les frontières entre les langues, les identités, les cultures et les genres musicaux, faisant de l’hybridité non seulement une esthétique, mais aussi une manière de penser le monde. *Parallel Universe* devient ainsi à la fois un lieu imaginaire et une métaphore de son parcours.

« **Parallel Universe** », que vous signez avec Samy Bishai, qu’est-ce que cela signifie ?

Cela fait près de dix-sept ans que nous travaillons ensemble. Samy est compositeur, arrangeur et producteur. Il possède une grande maîtrise de la composition et de l’orchestration. Nous partageons des origines anglo-égyptiennes, mais surtout une même sensibilité musicale. Notre manière de travailler est très organique : nous écrivons les thèmes, les mélodies et les textes à deux. Nous sommes tous les deux fascinés par la science-fiction. Aujourd’hui, l’idée du multivers est très présente dans l’imaginaire collectif. Pour nous, *Parallel Universe* représente surtout la possibilité d’imaginer d’autres mondes, d’autres réalités que celles des cruautés de ce monde. Un monde où il n’y aurait plus de guerre, par exemple. Aujourd’hui, je



Natacha Atlas et Samy Bishai signent « Parallel Universe Volume 1 », un album qui marque leur retour à une écriture électronique.

© Samy Bishai & Allison Fielding/avec l’aimable autorisation de l’artiste

ne trouve plus les mots pour décrire ce qui se passe en Palestine et au Liban.

Vous dédiez d’ailleurs l’album au peuple palestinien et saluez son courage. Et dans « Unchanging Game », vous évoquez justement l’illusion du progrès et le monde suspendu au coup de dé qui rappelle celui de Mallarmé...

Exactement. Cette chanson parle de cette illusion. Nous avons l’impression que le monde avance, mais le pouvoir est toujours davantage dominé par l’argent. Les gens ont de moins en moins de contrôle sur leur propre vie et la corruption semble s’imposer partout. Nous sommes sans doute plus conscients de cette réalité qu’autrefois. Mais cette prise de conscience ne suffit pas. Pour changer véritablement les choses, il faut

créer un pont entre les traditions musicales occidentales et orientales. Pour moi, c’était très important. Par la suite, mon parcours a évolué. Je me suis tourné vers des albums plus acoustiques, plus proches du jazz ou de la musique classique, comme *Strange Days*, *Myriad Road* ou *Moungaliba*. Cette période m’a beaucoup apporté. Mais au fond, je suis toujours restée très attachée à la musique électronique. C’est là que tout a commencé pour moi. Avec Samy, nous avons ressenti le besoin d’y revenir. Un morceau comme *Somoud* ne pouvait exister que dans cet univers sonore. C’est presque un cri. L’électronique permet une tension, une intensité, parfois une forme d’agressivité, qui sert exactement ce que nous voulions exprimer. En musique électronique, vous passez des heures en studio à fabriquer chaque

créer un pont entre les traditions musicales occidentales et orientales. Pour moi, c’était très important. Par la suite, mon parcours a évolué. Je me suis tourné vers des albums plus acoustiques, plus proches du jazz ou de la musique classique, comme *Strange Days*, *Myriad Road* ou *Moungaliba*. Cette période m’a beaucoup apporté. Mais au fond, je suis toujours restée très attachée à la musique électronique. C’est là que tout a commencé pour moi. Avec Samy, nous avons ressenti le besoin d’y revenir. Un morceau comme *Somoud* ne pouvait exister que dans cet univers sonore. C’est presque un cri. L’électronique permet une tension, une intensité, parfois une forme d’agressivité, qui sert exactement ce que nous voulions exprimer. En musique électronique, vous passez des heures en studio à fabriquer chaque

Comment la musique électronique accompagne-t-elle vos indignations ?

J’ai commencé avec la musique électronique au sein de *Transglobal Underground*, au début des années 1990. Nous développons une musique qui mélangeait les sonorités électroniques avec des influences venues de différentes cultures. On nous a cantonnés à ce qui était désigné alors comme la « musique du monde », une expression qui ne veut rien dire en soi. Notre objectif était de



Natacha Atlas et Samy Bishai sur scène, où se prolonge leur complicité artistique et musicale.

© Luc Jennepin/ Festival arabesques de Montpellier

son, à le transformer, à le retravailler. Le mixage et la production prennent également beaucoup plus de temps. C’est un processus très minutieux.

Le corps occupe également une place essentielle dans votre travail. À travers vos costumes, la danse orientale ou encore une certaine dimension spirituelle, vous proposez une image de la féminité arabe très éloignée des clichés orientalistes. Était-ce une démarche consciente ?

Oui, je pense que cela vient de mes racines égyptiennes. En tant que femme, il était important pour moi d’explorer cette partie de mon identité. Il y a dans cette culture une dimension profondément féminine, mais aussi très émancipatrice. Lorsque j’ai commencé avec *Transglobal Underground*,

je voulais montrer cette culture au public occidental autrement qu’à travers des représentations très stéréotypées. À l’époque, très peu d’artistes montaient sur scène en revendiquant la danse orientale, les costumes et tout ce qu’ils représentent culturellement. Je voulais montrer la beauté de cette culture, sa féminité, mais aussi sa force, et proposer une autre image de la culture arabe, plus authentique, plus contemporaine, loin des images clichés de Lawrence d’Arabie. J’avais envie de montrer que nous sommes bien plus que ces représentations.

C’est ce que vous faites pour « Les Mille et Une Nuits » du célèbre chorégraphe et danseur français Angelin Preljocaj. Comment cette collaboration est-elle née ?

Angelin Preljocaj désirait proposer une lecture contemporaine des *Mille et Une Nuits*. Samy et moi avons donc composé une musique électronique, parce qu’Angelin aime beaucoup cette esthétique. Notre travail consistait avant tout à créer des atmosphères, des paysages sonores qui dialoguaient avec le mouvement des danseurs. Sa vision était également très féministe. Elle était assez abstraite, mais c’était précisément ce qui la rendait intéressante. Il ne cherchait pas à illustrer le conte ; il voulait en proposer une interprétation. Composer pour la danse contemporaine est une véritable passion pour moi. J’aime la danse, quelle soit orientale ou contemporaine. Voir comment le corps traduit une émotion ou une idée à travers le mouvement est quelque chose qui me fascine. Angelin voulait aussi interroger les rapports entre les hommes et les femmes. Il avait notamment choisi ma version de *It’s a Man’s Man’s World*, de James Brown, pour accompagner l’une des scènes du spectacle. Il y voyait une lecture profondément féministe de cette chanson : « This is a man’s world, but it would be nothing without a woman or a girl. » Cette idée traversait toute sa mise en scène.

EXPOSITION

Dyala Khodary : « Off the grid » transforme la crise de l’électricité en œuvre d’art

À la galerie Art on 56th, les lignes noires qui traversent la capitale deviennent le point de départ d’un dialogue entre scientifiques, urbanistes et responsables autour du paysage urbain.

Rhea HAJJ

À force de les voir, on ne les regarde même plus. Pourtant, les fils électriques qui quadrillent le ciel de Beyrouth racontent une histoire que Dyala Khodary choisit de transformer en œuvre d’art.

Diplômée de l’Institut des beaux-arts de l’Université libanaise en 2002, elle expose à Art on 56th depuis 2012. *Off the grid* marque sa quatrième exposition au sein de la galerie, mais s’inscrit dans une réflexion plus ancienne sur Beyrouth et son identité visuelle.

Après les séries *Beirut en motif I* et *Beirut en motif II*, l’artiste poursuit son exploration de la ville à travers un nouvel élément de son paysage : les câbles électriques. « Je travaille depuis longtemps sur les motifs de Beyrouth. Au départ, je m’intéressais surtout au patrimoine de la ville et à la nécessité de le préserver. Puis je me suis rendue compte que les fils électriques faisaient eux aussi partie des motifs qui caractérisent aujourd’hui Beyrouth », explique-t-elle.

Une première œuvre, *Ishtirak*, réalisée dans le cadre de *Beirut en motif II*, a donné naissance à une exposition entière. Pour l’artiste, la crise de l’électricité n’est pourtant pas le véritable sujet de son travail. « La crise n’est pas mon sujet. Elle est devenue mon matériau », résume-t-elle.

Son regard ne s’arrête pas aux générateurs ou aux coupures de courant, mais à la manière dont une solution provisoire s’est progressivement inscrite dans le paysage et dans les habitudes. « Nous avons normalisé l’instabilité », observe-t-elle.

Sa démarche se construit en trois temps : l’observation, la perception et l’immersion.

La première étape consiste à regarder ces fils qui décorent les rues, les façades et les balcons de Beyrouth. Omniprésents, ils finissent pourtant par disparaître de notre regard tant ils sont devenus familiers. À mesure que le regard change, les câbles cessent d’être de simples infrastructures pour devenir des lignes qui traversent, structurent et redessinent la ville. « Ils ne sont plus seulement des fils électriques ; ils font désormais partie du langage visuel de Beyrouth », explique-t-elle.



Chercheurs, urbanistes et responsables politiques réunis à Art on 56th autour de Dyala Khodary pour prolonger la réflexion sur les enjeux urbains, énergétiques et sanitaires soulevés par « Off the grid ».

L’artiste pousse cette réflexion plus loin avec une installation immersive fondée sur le principe de l’anamorphose. Le visiteur doit se déplacer pour trouver le bon point de vue et recomposer l’image, comme si comprendre l’œuvre exigeait le même effort d’adaptation que vivre avec les crises. En intégrant de véritables câbles à son installation, l’artiste cherche moins à dénoncer qu’à faire ressentir la sensation d’étouffement produite par cet environnement. « Je n’essaie pas de dramatiser la crise. J’invite simplement le visiteur à imaginer ce que la ville aurait pu être sans ces fils, ou à les voir comme une nouvelle écriture qui s’est ajoutée au paysage urbain. »

Parce que les enjeux soulevés par *Off the grid* dépassent le seul champ de la création, Dyala Khodary a choisi de réunir autour d’une même table chercheurs, urbanistes et responsables

politiques pour poursuivre la réflexion. « J’aborde cette crise sous un angle artistique. Les conséquences sont évidentes, mais les solutions appartiennent aux experts », explique-t-elle.

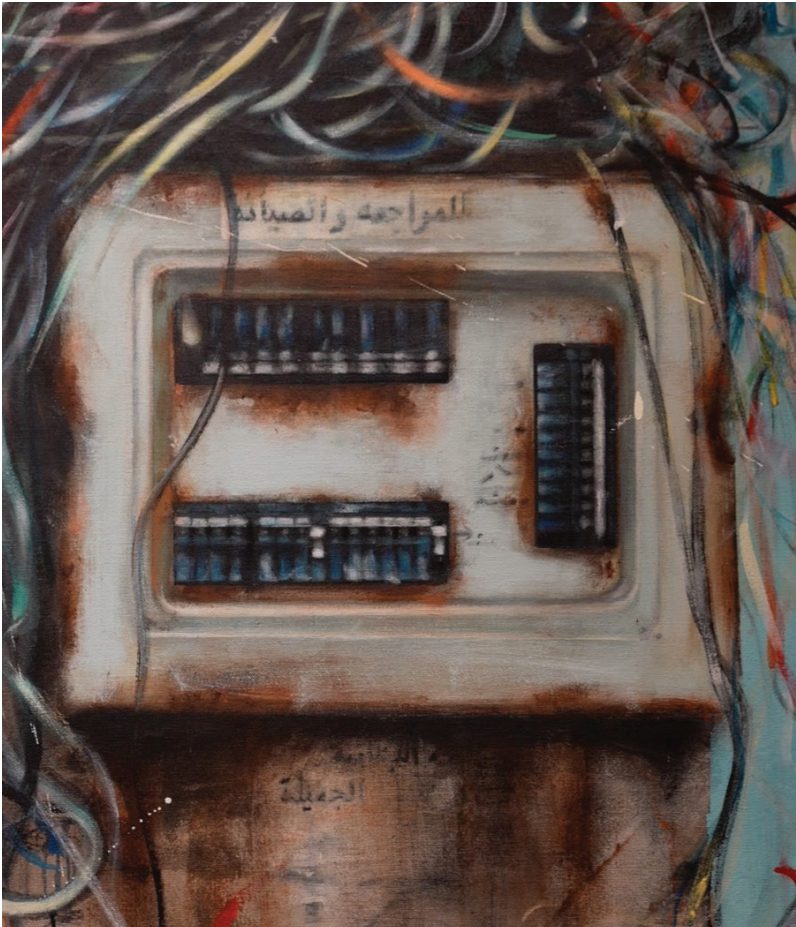
L’histoire de Beyrouth en fils

Les travaux de Beirut Urban Lab rappellent d’abord que ces câbles ne sont pas seulement un motif urbain, mais le résultat d’un système énergétique fragmenté. À partir d’une étude menée sur 812 immeubles de Beyrouth, le laboratoire montre que 52 % des bâtiments dépendent de générateurs privés, contre 17 % alimentés par des panneaux solaires. Une dépendance qui révèle aussi de fortes inégalités d’accès à l’électricité selon les quartiers et les revenus.

Plus préoccupant encore, seuls 14 % des fournisseurs de générateurs respectent pleinement les tarifs fixés par le ministère de l’Énergie, tandis que la

majorité ne s’y conforment que partiellement.

Pour la députée et scientifique Najat Saliba, cette réalité ne relève plus du constat, mais de l’urgence sanitaire. Engagée depuis plus de quinze ans sur les effets des générateurs, elle rappelle que ses premières recherches, menées dès 2010, mettaient déjà en évidence une augmentation des cancers liés à cette pollution. Elue au Parlement, elle a tenté de traduire ces résultats en action politique en imposant notamment l’installation de filtres, de dispositifs d’insonorisation et de mesures pour limiter les fuites de diesel. Avec l’appui des Forces de sécurité intérieure, près de 400 immeubles d’Achrafieh ont adopté ces nouvelles normes, mais celles-ci peinent encore à être appliquées dans de nombreuses autres régions. « Nous n’avons plus besoin d’études pour comprendre : nous respirons tous du poison chaque



Dans ses toiles, Dyala Khodary transforme les fils électriques de Beyrouth en un langage graphique qui redessine le paysage urbain. Photos Québec-Boukhari

jour », affirme-t-elle, avant de pointer les intérêts économiques qui freinent toute réforme. Selon elle, l’économie des générateurs représenterait près de 4 milliards de dollars, un marché que les bénéficiaires n’ont aucun intérêt à voir disparaître.

Les fils électriques occupent le premier plan des œuvres de l’artiste. Pourtant, ils ne racontent jamais à eux seuls l’histoire de Beyrouth. Derrière eux apparaissent la mer, le ciel, les façades de la ville ou des jeux de lumière que le regard peine d’abord à saisir. Les câbles deviennent alors un filtre plus qu’un obstacle. Ils rappellent que, derrière une crise devenue permanente, la capitale continue d’exister. En transformant ces infrastructures en langage pictural, elle ne cherche pas seulement à dénoncer une réalité politique, mais elle invite aussi le visiteur à regarder Beyrouth

autrement. Plus que la crise elle-même, les câbles racontent l’habitade que les Beyrouthins ont fini par prendre.

Au terme de cette exposition, les fils électriques deviennent le point de départ d’une réflexion plus large sur les choix politiques et les conséquences qu’ils produisent. Ce que l’artiste transforme en langage visuel, les chercheurs le cartographient et les responsables politiques tentent d’y répondre. Au fil de la discussion, l’exposition dépasse le cadre de la galerie pour devenir le point de départ d’un débat public.

Avec *Off the grid*, Dyala Khodary montre que l’art ne résout pas les crises, mais qu’il peut encore les rendre impossibles à ignorer.

Galerie Art on 56th, 56 rue Youssef Hayek, à Gemmayzé, jusqu’au 29 juillet.

Le patriarche Hoayek et le Grand Liban

Grand bâtisseur et grand organisateur, le patriarche Hoayek avait insufflé à l’Église maronite un élan spirituel nouveau et avait affronté aussi la Grande Famine, qui décima le tiers de la population du Mont-Liban. Mais ce texte se concentre sur un seul point : son rôle dans la création du Grand Liban.

Lorsque l’Empire ottoman s’effondra, un vide se créa. Trois projets politiques s’affrontèrent alors pour le territoire qui allait former le Liban. Premier projet : un Grand Liban, porté par le patriarche Hoayek. Deuxième projet : une Grande Syrie incluant le Liban, défendue par Fayçal, fils du chérif de La Mecque. Troisième projet : celui du Comité central syrien, présidé par un maronite, Chukri Ghanem, avec comme secrétaire général un melkite syrien, Georges Samné. Soutenu et financé par le Quai d’Orsay, ce comité militait pour une Grande Syrie géographique – Liban et Syrie actuels, sandjak d’Alexandrette, Palestine, Cilicie – unifiée. Ces territoires devaient former une fédération d’États laïcs, sous le contrôle de la France. Les frontières visées par le Comité syrien rejoignaient celles réclamées par Fayçal. Mais la vision du Comité central syrien était différente : pour lui, la Syrie avait une histoire millénaire. Elle parlait arabe, mais n’était pas arabe. Elle ne saurait être dirigée par des Bédouins du Hedjaz. Fayçal, de surcroît, leur apparaissait comme un homme des Britanniques.

Ce troisième projet avorta rapidement. La compétition se resserra alors entre deux camps : le Grand Liban des maronites et la Grande Syrie de Fayçal. L’arbitrage entre ces deux projets revint à Clemenceau, qui n’était pas acquis à l’idée d’un Grand Liban dans ses frontières actuelles. Il estimait qu’un accord avec une personnalité sunnite arabe de haut rang comme Fayçal faciliterait l’acceptation du mandat français par les Syriens.

Des signes de rapprochement se multiplièrent entre la France et Fayçal. Le patriarche Hoayek s’en inquiéta. Il décida alors de venir lui-même défendre le projet du Grand Liban à la conférence de paix.

À ce stade, le patriarche était loin d’avoir l’appui du gouvernement français. Dans un télégramme à Pichon, le ministre des Affaires étrangères, Georges-Picot, écrivit : « Mettant à profit l’inquiétude soulevée parmi les populations maronites du Liban par l’arrivée de l’émir Fayçal à bord d’un navire de guerre française et par les honneurs qui lui furent rendus par nos officiers à son débarquement, le patriarche et le président du Conseil administratif cherchent à provoquer une agitation en faveur de la complète indépendance d’un (Grand) Liban, qui ne conserverait aucun lien avec la Syrie... Ces deux personnages mènent une véritable (campagne). Les réunions se multiplient et les plus exaltés prononcent même parfois des discours regrettables à l’égard de la France. »

C’est dans ce contexte que le patriarche maronite décida de conduire une seconde délégation à la conférence de paix. Georges-Picot s’y opposa. Il s’en ouvrit auprès du ministre des Affaires étrangères, Stephen Pichon : « Le patriarche maronite que j’ai vu hier, tout en affirmant sa confiance et celle du peuple libanais dans l’efficacité de mon intervention, m’a annoncé l’intention de se rendre à Paris pour défendre personnellement les libertés et l’indépendance du Liban auprès du gouvernement de la République et ultérieurement, si Votre Excellence le lui conseille, auprès de la conférence de la paix...



Une photo du début du XXe siècle du patriarche Élias Hoayek avec des personnalités de l’époque, exposée dans le musée qui lui est consacré au couvent de la Sainte-Famille à Abrine, Batroun. Suzanne Baaklini/L’Orient-Le Jour

et a exprimé l’espoir que la France ne ferait pas moins pour lui à cet égard que pour l’émir Fayçal. J’ai tâché de le dissuader de son projet. »

Ces échanges le montrent : les partisans du Grand Liban n’étaient pas toujours en phase avec la politique française. Celle-ci, à ce stade, privilégiait encore un accord avec Fayçal.

La seconde délégation libanaise, conduite par le patriarche Hoayek, quitta le port de Jounieh le 15 juillet 1919 à bord d’un bâtiment de la marine française, le Cassard, dans une atmosphère de ferveur populaire, les catholiques de tout le Liban ayant afflué pour marquer leur solidarité avec leur chef religieux. Les autres communautés restèrent discrètes. Cette délégation libanaise, constituée de l’archevêque de Beyrouth Mgr Ignace Moubarak, l’archevêque de Tyr Mgr Chekrallah el-Khoury, le vicaire patriarcal Mgr Boutros Faggali et le père Stéphane Douaihy, fut rejointe à Paris par l’archevêque melkite de Zahlé, Mgr Kyrillos Mogabgab.

Après un voyage de cinq jours, le Cassard atteignit Tarente, au sud de l’Italie, où la délégation eut droit à une réception officielle. Elle repartit pour Rome et y séjourna jusqu’au 20 août. Cette période fut mise à profit pour une entrevue avec le pape et les cardinaux acquis à la cause libanaise. Enfin, accueil grandiose à Paris, où le patriarche fut attendu par le cardinal archevêque de Paris, des représentants du gouvernement français et des membres de la communauté libanaise en France. La délégation fut l’hôte du gouvernement français au Grand-Hôtel Continental avant de s’installer dans un hôtel particulier appartenant au comte de Souza, 17 rue de Bellechasse.

À Paris, les contacts du patriarche débutèrent le 25 août par une visite au ministre des Affaires étrangères Stephen Pichon, puis le 27 août au président de la République Raymond Poincaré, acquis à la cause libanaise. Le mois de septembre fut mis à profit pour nouer des contacts avec les responsables français et les journalistes, tenir des conférences, Mgr Moubarak jouant le rôle d’attaché de presse de

la délégation. Ce ne fut que le 5 octobre que le patriarche fut reçu par Clemenceau.

Connu pour son anticléricalisme, Clemenceau, en découvrant la délégation libanaise composée de prélats avec leurs barbes longues, leurs tuniques noires et de grosses croix sur la poitrine, s’adressa au patriarche en ces termes : « Si Votre Béatitude désire me convertir, une telle mobilisation n’est pas nécessaire pour un seul homme ! », ce qui permit de détendre l’atmosphère ; puis la discussion se concentra sur l’essentiel. Après avoir longuement entendu les arguments du patriarche, Clemenceau conforta la délégation en ces termes : « Vous ne voulez pas être gouvernés par les Arabes, je peux vous assurer que vous ne le serez pas. Vous voulez être complètement indépendants, vous le serez également. »

Le 4 novembre, la délégation libanaise présenta les revendications du Liban devant la conférence de paix. Le 10 novembre, Clemenceau rendit publique une lettre adressée au patriarche maronite par laquelle il s’engageait à donner leur indépendance aux Libanais : « Le désir des Libanais de conserver un groupement autonome et un statut national indépendant s’accorde parfaitement avec les relations libérales de la France. » Sans s’engager sur les frontières de ce Liban indépendant, en raison des négociations qu’il menait en parallèle avec Fayçal, Clemenceau exprima clairement sa volonté d’agrandir la « Montagne », en lui offrant les territoires nécessaires à son développement : « La France tiendra le plus grand compte dans la délimitation du Liban, de la nécessité de réserver à la Montagne des territoires de plaine et l’accès à la mer indispensable à sa prospérité... »

Le patriarche et la délégation rentrèrent au Liban à bord du cuirassé Jurien de la Gravière, avec le sentiment d’avoir accompli leur mission. Le 23 décembre 1919, jour prévu de leur arrivée à Beyrouth, une violente tempête se déchaîna, faisant craindre le pire et obligeant le cuirassé à rester au large. Ce ne fut que 48 heures plus

tard, le jour de Noël, que le bateau apparut à l’horizon. Après un accueil populaire et officiel, le patriarche se dirigea vers la cathédrale Saint-Georges pour célébrer une messe de remerciement pour la France et ses efforts en faveur d’un Liban indépendant, puis il s’installa quatre jours durant au collège de la Sagesse pour recevoir les différentes délégations et les officiels français et libanais, qui vinrent le saluer et lui présenter leurs hommages.

Dans son mémoire à la conférence de paix, le patriarche commençait par rappeler qu’il agissait au nom du Conseil administratif du Mont-Liban et des populations des villes et campagnes qui, sans distinction de rite ou de confession, demandaient leur rattachement au Liban. Les demandes libanaises se déclinaient ainsi :

1. La reconnaissance de l’indépendance du Liban.
2. La restauration du Liban dans ses limites historiques.
3. Les sanctions contre les auteurs ou les instigateurs des atrocités et exécutions commises par les autorités turco-allemandes. Le mémoire accusait les Allemands au même titre que les Turcs de la famine et des malheurs du Liban pendant la Première Guerre mondiale.
4. Enfin, en application du traité de Versailles, qui prévoyait l’instauration d’un mandat, il demandait que celui-ci soit exercé par la France, tout en préservant la souveraineté du Liban conformément à l’article 22 du pacte de la Société des Nations.

Par « indépendance du Liban », les rédacteurs du mémoire entendaient avant tout son indépendance vis-à-vis de la Syrie. Ils rappelaient que le Liban avait une longue tradition d’autonomie, contrairement aux populations voisines assujetties aux Arabes ou aux Turcs. Il faisait aussi valoir que le Liban se distinguait de son environnement en étant le principal foyer de culture occidentale en Orient.

Les revendications de cette seconde délégation étaient plus étendues que celles de la première. Le territoire réclamé correspondait au Liban actuel, augmenté de la vallée de la Houla –

aujourd’hui en Israël – et du lac de Homs – aujourd’hui en Syrie.

Marqués par l’épisode récent de la famine, les délégués avancèrent un argument simple : un Liban privé de ses plaines du nord, le Akkar, et de l’est, la Békaa, ne serait qu’une chaîne de montagnes improductives, incapable de nourrir ses habitants. Mgr Moughabghab, évêque de Zahlé, réclama pour sa part l’annexion des quatre cazas de la Békaa au Liban.

Une question se posait alors : sur quoi le patriarche s’appuyait-il pour réclamer ces frontières ? Il y répondit lui-même, dans le mémorandum déposé devant la conférence de paix : « En réclamant son agrandissement, le Liban ne réclame, en réalité, que sa restauration territoriale, dont font foi l’histoire et la carte de l’état-major français de 1860-1862. »

Cette carte avait une histoire. À l’époque, la France avait voulu donner à la *moutassarriyya* les frontières du Liban actuel. Elle s’était heurtée à l’opposition des Ottomans et des Britanniques, et avait dû revoir ces frontières à la baisse. Mais la carte était restée dans les papiers du patriarcat maronite. Elle resurgit, des décennies plus tard, pour servir de fondement aux revendications territoriales du Grand Liban.

Clemenceau envoya, en novembre 1919, le général Henri Gouraud à Beyrouth comme haut-commissaire en Syrie et au Liban, et conclut, en janvier 1920, un accord provisoire avec Fayçal, dans lequel celui-ci acceptait l’idée d’un Liban indépendant, sans toutefois en préciser les frontières. D’après les confidences de Fayçal, on sait que c’était un Liban sans Beyrouth, ni Tripoli, ni l’est de la Békaa. Mais à son retour à Damas, Fayçal, mesurant l’hostilité des nationalistes syriens à toute idée de mandat français, n’osa jamais revenir à Paris pour signer l’accord définitif et se laissa déborder par les milieux nationalistes, qui proclamèrent, le 7 mars 1920, le royaume arabe de Syrie qui englobait le Liban, une monarchie constitutionnelle avec à sa tête Fayçal. Ce royaume fut rejeté par les Français et les Britanniques réunis, en avril

1920, à San Remo, pour se partager la région en zone de mandat français (Syrie et Liban) et zone de mandat britannique (Palestine, Transjordanie et Irak).

Pour imposer le mandat français sur l’ensemble Syrie-Liban, le général Gouraud, qui se trouvait à Beyrouth, lança un ultimatum à Fayçal, qui contrôlait Damas. Face à son refus, l’armée française envahit la Syrie après avoir vaincu les troupes chériennes à la bataille de Khan Mayssaloun, le 24 juillet 1920.

Quelques jours après la bataille de Khan Mayssaloun, le général Gouraud, devant une foule en liesse à Zahlé, annonça l’annexion de la Békaa à la *moutassarriyya* et déclara qu’il s’agissait d’une étape vers le projet du Grand Liban.

Pourtant, à cette date, les décideurs français n’étaient pas encore tombés d’accord sur les frontières à donner au Grand Liban. Alexandre Millerand, successeur de Clemenceau, proposa à Gouraud de découper la zone du mandat français en neuf entités et ajouta que Beyrouth et Tripoli n’avaient pas leur place dans le Grand Liban.

Face au désaccord de Gouraud, Millerand finit par céder. C’est donc Gouraud qui procéda à la division de la zone du mandat en quatre entités : le Grand Liban, le gouvernement de Damas, le gouvernement d’Alep et le territoire des alaouites. Le Grand Liban devint en 1926 la République libanaise ; la Syrie est créée en 1925.

Le Grand Liban naquit donc avant la Syrie ; il n’en fut pas détaché. Tous deux étaient issus de ce vide qui s’était créé après l’effondrement de l’Empire ottoman.

Le 1er septembre 1920, c’était un mercredi, à 17h, le général Gouraud, sur le perron de la Résidence des Pins, avec à sa droite le patriarche maronite Élias Hoayek, à sa gauche le mufti sunnite de Beyrouth Mustapha Naja, proclama, dans un discours qui reste gravé dans l’histoire, le Grand Liban.

Par la suite, Gouraud constata des difficultés dans le fonctionnement des quatre États. Il souhaita alors revenir au projet initial français : une fédération syrienne incluant le Liban, avec comme lien fédéral la puissance mandataire. Mais il se heurta à l’opposition du patriarche Hoayek, qui refusa que le Grand Liban intègre cette fédération.

Un incident éclata lors d’un dîner donné le 23 septembre 1921, en l’honneur de Gouraud, au siège d’été du patriarcat maronite à Dimane. Le patriarche s’adressa à Gouraud dans son discours de bienvenue : « Vous avez proclamé l’indépendance du Liban restauré dans ses frontières naturelles ; vous savez combien nous en avons été heureux et reconnaissants ; mais depuis quelque temps cette indépendance semble courir des risques : on parle d’union ou de fédération avec la Syrie... Mon général, nous avons confiance en vous, nous avons confiance en la France ; mais il ne faut pas qu’on touche à l’indépendance du Liban, sinon le pays se révoltera. »

Les échanges furent acerbes. Mais un respect mutuel liait les deux hommes. À la mort du patriarche Hoayek, fin 1931, le général Gouraud – alors gouverneur militaire de Paris – écrivit dans son télégramme de condoléances : « Je le croyais éternel. »

La Fédération syrienne finit par être proclamée le 28 juin 1922. Le Grand Liban n’en fit pas partie.

François BOUSTANI
Cardiologue et historien

www.histoireduliban.com

Le concert d’Ibrahim Maalouf, un moment de rencontre

Assister à un concert d’Ibrahim Maalouf au Liban, le 25 juillet 2026, ne relève pas simplement de l’expérience musicale au sens classique du terme. Dès les premières minutes, une évidence s’impose : Maalouf ne vient pas seulement interpréter des compositions, il vient créer un moment de rencontre. Sa présence scénique, portée par une énergie physique impressionnante, un enthousiasme contagieux et un rapport presque fusionnel avec le public transforment progressivement la scène en un espace de partage collectif. Maalouf sollicite les spectateurs, les invite à participer, à répondre par des applaudissements, des chants ou des rythmes, comme s’il voulait abolir la frontière traditionnelle entre l’artiste et son audience. Le concert devient alors plus qu’une succession de morceaux : il prend la forme d’une « fête de mariage » !

Deux figures musicales méritent d’après moi une attention particulière. Sur scène, la présence de Hafsatou Saïdouf apporte une dimension presque instinctive et poétique au spectacle : par ses mouvements, son énergie et sa grâce, elle donne un corps aux émotions que la musique fait naître. À ses côtés, Mihai Pirvan fait dialoguer son saxophone avec la trompette de Maalouf dans un échange d’une grande intensité.

Son jeu, traversé par des influences balkaniques et tziganes, possède à la fois une fougue libre et une profonde sensibilité. Entre la danse qui raconte sans paroles et le saxophone qui semble chercher sa propre voix, ces deux artistes contribuent à créer un espace où la musique devient une expérience vivante, humaine et profondément partagée.

À cet égard, la musique de Maalouf peut être comprise comme une véritable leçon de géopolitique. Là où Samuel Huntington défendait la thèse d’un « choc des civilisations », Maalouf propose, par la pratique musicale elle-même, une démonstration inverse : les civilisations peuvent s’enrichir mutuellement sans renoncer à leur singularité. Et c’est précisément ce que montre son propre parcours. Loin de se départir de son appartenance au Liban, il en a fait le point d’ancrage d’une ouverture toujours plus vaste au monde. Son identité libanaise n’est jamais vécue comme une frontière qui le sépare des autres cultures, mais comme une ressource à partir de laquelle il élargit son expérience du monde et de lui-même. Chez Maalouf, l’enracinement n’exclut pas l’ouverture ; il en constitue la condition.

Cette relation profonde entre fidélité à ses origines et dialogue avec le monde s’est exprimée d’une manière



Une vue du concert d’Ibrahim Maalouf au Liban, le 25 juillet 2026.
Photo fournie par HD for Public Relations

particulièrement touchante lors du concert, lorsque ses deux enfants sont montés sur scène à ses côtés. Leur présence a donné au spectacle une dimension intime et familiale, comme si, au-delà de la performance artistique, Maalouf partageait avec le public une part de son histoire personnelle. Dans ce moment suspendu, la scène n’était plus seulement un lieu de création musicale, mais aussi un espace de transmission, où l’hé-

ritage libanais, la mémoire familiale et l’ouverture aux autres cultures se rejoignaient naturellement.

Son instrument fétiche, la trompette à quart de ton, conçue par son père Nassim Maalouf, permet à « Ibra » d’articuler un langage musi-

cal qui épouse à la fois les inflexions du maqâm oriental et les harmonies du jazz, du rock, des musiques latines ou encore de la pop. Plusieurs de ses compositions portent les traces d’une mémoire blessée. Les solos de Maalouf semblent osciller entre l’espérance et l’amertume, la vulnérabilité et la résilience, la solitude et la rencontre, la résignation et l’espoir, comme si la trompette exprimait ce que les mots ne peuvent dire sur l’exil, les guerres, la perte ou l’abandon. À travers elle, ce n’est pas seulement une histoire personnelle qui s’exprime, mais une condition humaine. La trompette devient la voix d’une existence qui assume ses blessures sans s’y réduire, qui transforme la fragilité en élan créateur et fait de la quête de sens une expérience partagée.

Difficile de ne pas saisir une dimension spirituelle dans ces improvisations. Les fins de solo se conjuguent fréquemment à une élévation progressive où Maalouf apparaît comme un véritable catalyseur d’énergie collective. Dans des morceaux tels que *True Story* ou lors des longues conclusions de *Beirut*

(pas au programme), les crescendos successifs, l’entrée progressive des cuivres, des percussions et de la section rythmique conduisent souvent le public vers une forme de transe musicale. Cette montée en puissance, culminant dans une attaque orchestrale massive, constitue l’une des signatures de Maalouf : elle transforme l’écoute en expérience physique, collective et même mystique, où la frontière entre soi et le monde semble s’estomper.

En accueillant les tensions plutôt qu’en cherchant à les dissiper, la musique de Maalouf rappelle que l’être humain ne grandit pas malgré ses contradictions, mais souvent à travers elles. C’est précisément cette fidélité aux grandes interrogations de l’existence qui confère à l’œuvre de Maalouf une portée universelle : elle ne parle pas seulement de l’Orient ou de l’Occident, du Liban ou de l’exil, mais de ce qui, en chacun de nous, demeure en quête d’un lieu, d’un sens et d’une réconciliation avec soi-même et ses origines.

Paul KATSIVELIS
Enseignant

Les textes publiés dans le cadre de la rubrique « Courrier » n’engagent que leurs auteurs. Dans cet espace, « L’Orient-Le Jour » offre à ses lecteurs l’opportunité d’exprimer leurs idées, leurs commentaires et leurs réflexions sur divers sujets, à condition que les propos ne soient ni diffamatoires, ni injurieux, ni racistes.

Pour les annonces et les hommages :
carnet@lorientlejour.com - Tél. : 05/956444 ext. 301
Pour placer vos annonces dans le carnet à partir du web :
www.lorientlejour.com, onglet « Carnet ».

Nécrologie

Son fils : Nabil et sa famille
 Ses filles : Nayla, épouse Mohammad Amine Belmatib, et famille
 Nada, épouse Joseph Karkar, et famille
 Ses sœurs : Joséphine Bou Sleiman, Vve Joseph Khalil Choueiter, et
 ses enfants
 Les enfants de feu Édouard Choueiter et leurs familles
 Sa belle-sœur : les enfants de veuve Yvonne, Vve Wadid Mrad, et leurs
 familles
 ainsi que les familles Choueiter, Abdo, Najjar, Aoun, Balmelech,
 Karkar, Bou Sleiman, Hovsepian, Mrad, Mokheiber et Haddadi
 ont la profonde douleur de faire part du décès de leur regretté

GEORGES KHALIL CHOEITER
Époux de feu Mona Salim Abdo
 Fils de feu Agnèsia Najjar.

L'absoute sera donnée aujourd'hui mercredi 29 juillet à 17h, en
 l'église Saint-Georges des maronites, à Mtein.
 Les condoléances seront reçues avant et après l'absoute, de 11h à 19h,
 dans le salon de l'église Saint-Georges des maronites, à Mtein, puis
 demain jeudi 30 juillet, de 11h à 18h, dans le salon de l'église Saint-
 Élias-le-Grand, à Antélias.

CONTACTS UTILES

Abonnements

Pour vos abonnements à *L'Orient-Le Jour*, vous pouvez écrire à l'adresse abonnement@lorientlejour.com, ou contacter par téléphone le 05/453665.

Carnet

Pour vos demandes de publication d'avis de naissance, de nécrologie, de quarantième, de pensée pieuse ou d'hommage, vous pouvez adresser vos textes par mail en précisant vos coordonnées téléphoniques ainsi que votre nom à l'adresse carnet@lorientlejour.com ou vous pouvez nous contacter par téléphone au 05/453703 ; 05/453387 ; 05/956444, extension 301. Vous pouvez aussi contacter Pressemedia Tamam SAL au 01/577000 ou par mail à l'adresse info@pressemedia.com.lb

Publicités

Pour vos publicités, vous pouvez contacter Pressmedia Tamam SAL au 01/577000 ou par mail à l'adresse info@pressmedia.com.lb

Quarantième

Pour le quarantième jour du rappel à Dieu de notre regretté
Professeur PHILIPPE YOUSSEF ISSA
une messe sera célébrée pour le repos de son âme, aujourd'hui mercredi
 29 juillet à 17h, en l'église Saint-Sauveur des grecs-melkites
 catholiques, rue Monnot.
La famille du disparu prie les parents et les amis de s'associer à ses
prières.

Pensée pieuse

*Il y a 26 ans, le 28 juillet 2000, nous quittait pour un monde meilleur
le très regretté*
MAHMOUD MOHAMED BEYDOUN
père de Salem, Sakwa et Samir.
Une pensée pieuse est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

MUSÉES

MUSÉE NATIONAL, Mathaf, Beyrouth, du mardi au dimanche de 10h à 15h. Tél. : 01/426703.

MIM-MUSÉE DES MINÉRAUX, rue de Damas, campus de l'innovation et du sport à l'USJ, tous les jours, de 10h à 13h et de 14h à 18h, sauf les lundis. Tél. : 01/421672.

MUSÉE ARCHÉOLOGIQUE DE L'UNIVERSITÉ AMÉRICAINE DE BEYROUTH, rue Bliss, Beyrouth, du lundi au vendredi, de 9h à 17h. Tél. : 01/759665.

MUSÉE SURSOCK, rue de l'archevêché grec-orthodoxe, Achrafieh, Beyrouth, du mercredi au dimanche, de 10h à 18h. Tél. : 01/202001.

MACAM (MODERN AND CONTEMPORARY ART MUSEUM), Alita, Jbeil, du vendredi au dimanche, sur rendez-vous, entre 10h et 16h. Tél. : 79/157918.

MUSÉE DE LA CRYPTÉ DE LA CATHÉDRALE SAINT-GEORGES DES GRECS-ORTHODOXES, centre-ville de Beyrouth, du mardi au dimanche, de 10h à 17h.
Tél. : 70/198634

MUSÉE DU SAVON, Saïda, rue Raymond Audi, tous les jours de 8h30 à 17h. Tél. : 07/733353.

MUSÉE DU PALAIS DEBBANÉ, vieille ville de Saïda, de 9h à 16h. Tél. : 07/720110.

**POUR NOS
CENT ANS, NOUS
AVONS SÉLECTIONNÉ
100 UNES HISTORIQUES
POUR VOUS**

**Scannez le code QR, découvrez-les
et offrez-vous la Une de votre choix**



AGENDA CINÉ

NOUVEAUTÉS

THE ODYSSEY
de Christopher Nolan avec
Matt Damon, Tom Holland,
Anne Hathaway. *Grand*
Cinemas ABC Verdun/
Achrafieh/Dbayé/Las Salinas,
VOX Beirut City Centre,
Cinemacity Beirut Souks,
Cinemall, Empire The Spot
Choueifat.

EN SALLE

INFILTRATE Film d'action
de James Mark, avec Orphée
Ladouceur-Nguyen, Alain
Moussi, Lisa Berry. *Grand
Cinemas ABC Verdun/
Achrafieh/Dbayé/Las Salinas.*

FURIOUS de Kenji Tanigaki
avec Miao Xie, Joe Taslim,
Sahajak Boonthanakit. *Grand
Cinemas ABC Verdun.*

SHAMSHOUN W DALILA
de Raouf el-Sayed, Seif el-
Chawraby. *Grand Cinemas*
ABC Verdun/The Sport Saïda,
VOX Beirut City Centre.

SUPERGIRL Science-fiction de Craig Gillespie, avec Milly Alcock, David Corenswet, Eve Ridley. *Cinemacity Beirut Souks.*

TOY STORY 5 Film
d'animation de McKenna
Harris et Andrew Stanton.
*Grand Cinemas ABC Verdun/
Dbayé, VOX Beirut City
Centre, Cinemacity Beirut
Souks, Cinemall, The Spot
Choueifat.*

BACKROOMS Film d'horreur
de Kane Parsons, avec
Chiwetel Ejiofor, Renate
Reinsve, Mark Duplass.
Cinemacity Beirut Souks.

7 DOGS de Adil el-Arbi et Bilal Fallah, avec Abdel Aziz, Najath Bin Abdurahiman, Nasser Algassabi. *Cinemacity Beirut Souks.*

THE DRAMA Comédie romantique de Kristoffer Borgli, avec Zendaya, Robert Pattinson, Alana Haim.
Cinemacity Beirut Souks.

OBSESSION Thriller de Curry Barker, avec Michael

Johnston, Inde Navarrette,
Cooper Tomlinson. *Grand
Cinemas ABC Verdun/Dbayé/
Achrafieh, VOX Beirut City
Centre, Cinemacity Beirut
Souks, Cinemall, The Spot
Choueifat.*

IN THE GREY de Guy Ritchie, avec Jake Gyllenhaal, Henry Cavill, Eiza González, Rosamund Pike, Jason Wong et Kristofer Hivju. *Cinemacity Beirut Souks.*

THE DEVIL WEARS PRADA
2 de David Frankel, avec
Meryl Streep, Anne Hathaway,
Emily Blunt. *Cinemacity Beirut*
Souks.

MICHAEL Biopic d'Antoine Fuqua, avec Jaafar Jackson, Juliano Valdi, Colman Domingo. *Grand Cinemas ABC Achrafieh, Cinemacity Beirut Souks, Cinemall.*

Ce programme est communiqué
sous réserve de modification.

L'Orient Le Jour L'Orient fondé par Georges Naccache en 1924 Le Jour fondé par Michel Chéba en 1934 Fusion des deux titres en 1971	Société Générale de Presse et d'Édition SAL Baabda-routte de Damas - Imim L'Orient-Le Jour B.P. 45-254 - Hamaïeh - Tél : 05 956444	Abonnement 05 453665 abonnement@orientlejour.com Administration Fax 05/452021 administration@orientlejour.com Ressources Humaines hr@orientlejour.com	Rédaction Fax 05/957444 redaction@orientlejour.com Carmel, petites annonces Tél. 05/956444 ext. 301 Archives archives@orientlejour.com Régie publicitaire - Pressmedia Tél. 01/57 7000 - Fax 01/561380	Président Maroun Michel EDDÉ Directrice exécutive Rima ABUL MALAK Éditorialiste Issa GORAIEB	Rédaction en chef Élie FAYAD Anthony SAMRANI Rita SASSINE (rédactrice en chef adjointe) Directrice du développement numérique Émilie SUEUR	Directeur responsable Abdo CHAKHTOURA Billet Gaby NASR Impression Fifi ABOU DIB	Édition Cyrille NÈME (Responsable de l'Édition) Gaby NASR, Jenny SALEH, Selim KARAM, Mathieu KARAM, Julien RICOUR-BRASSEUR, Antoine AJOURY	Liban-Politique Rita SASSINE Salah HIJAZI (Chef adjoint) International Laure-Maïssa FARJALLAH Noua DOUKHI (Cheffe adjointe)	Culture Maya GHANDOUR HERT Zena ZALZAL (Cheffe adjointe) Carla HENOU (La Dernière) Idées Soulayma MARDAM BEY Campus Roula AZAR DOUGLAS	Actu Claire GANDOUSS Nour BRADY (Cheffe adjointe du service actu) Philippe HAGE BOUTROS (Chef adjoint responsable de l'actu économique) Julien RICOUR-BRASSEUR (Chef adjoint chargé de l'édition) Layal DAGHER (adjointe au desk)	Ressources humaines Maya HADDAD Marketing Nicole KARKOUR Finance Raymonde NASR	Informatique Moustapha KHAZAL Correction Marlrys HATEM Graphisme Fady SAABY Yehya HAMDAN
---	---	---	--	--	--	---	--	---	--	---	--	--

Cuisiner avec son enfant

La salade printanière de Jad Choucair et son fils Lazare, 5 ans



Jad Choucair et son fils Lazare dans une belle complicité, en juillet 2026.

Propos recueillis par
CarlaHENOU

Né à Beyrouth à la fin des années 80, Jad Choucair vit une enfance, entre la capitale et le Liban-Sud, qui éveille en lui une curiosité culinaire, toujours en contact avec les saisons, les vergers, la terre.

Après des études en business management et en botanique, Jad Choucair s’installe en 2006 à Melbourne avec son frère, non loin de leur mère, Gisèle, cuisinière passionnée, qui réside en Australie depuis 25 ans.

Les deux frères ouvrent un restaurant, Mankoushe, en 2007. Mais les parfums du Liban-Sud, d'où est originaire son père, les produits de cette terre et ce besoin de « respirer le pays » poussent Jad à revenir au Liban en 2024, alors même que la situation y est très difficile.

Sa cuisine, qu’il qualifie de « sophistiquée mais sans fioritures », donne la priorité aux ingrédients locaux et de saison. Mêlant plats traditionnels de la Méditerranée, poésie et créativité, il y insuffle de la fraîcheur, de la couleur et une délicieuse simplicité.

Aujourd’hui, il s’apprête à ouvrir un nouveau restaurant, à Beyrouth, Liberty, qui proposera des assiettes à partager à un prix accessible et dans un esprit convivial. En attendant cette ouverture, il cuisine pour des événements privés, chez des particuliers ou dans des lieux choisis pour la circonstance.

De mère en fils

Sur la planète culinaire de Jad Choucair, sa mère occupe une place essentielle, centrale.

« Observer ma mère travailler avec tellement de facilité et de créativité m’a énormément inspiré. Elle nous disait toujours de venir goûter ce qu’elle préparait et nous expliquait ce qu’il y avait dans les plats. Ces moments ont éveillé ma curiosité et mon savoir-faire », explique Jad Choucair. Dans une cuisine modeste, elle parvenait à préparer des festins pour la famille et les voisins, tout en s’occupant de ses enfants, sans aide, après l’école, se souvient-il aussi. « Elle donnait l’impression que tout cela était facile et naturel. Aujourd’hui, alors que j’ai moi-même des enfants, je me rends compte à quel point elle a été généreuse et patiente ! » poursuit-il.

Le rapport organique qu’il entretient avec la cuisine qui, pour lui, est intimement liée à la terre et aux saisons, Jad tient à la transmettre à ses fils, Lazare, 5 ans, et Malek, 3 ans. « Depuis qu’ils sont très jeunes, je les initie à la nature. Je l’ai fait en Australie, dans notre verger, et aujourd’hui avec les légumes visuellement imparfaits mais délicieux que cultivent les agriculteurs au Liban », dit-il, même s’il avoue, en riant, que les frites sont son plat préféré. « Pour être franc, Lazare, lui aussi, les aime beaucoup mais ce qu’il adore vraiment, c’est croquer dans une tomate bien mûre et piocher dans un petit bol de noix de cajou. »

Si les frites sont son plaisir coupable, son grand « souvenir culinaire d’enfance reste une salade qu’on mangeait dans le Sud : des amandes vertes fraîchement cueillies, de la menthe, du sumac et du yaourt. Cette salade dégageait des parfums bruts et floraux. Toute la famille en raffolait. Nous la dégustions dans notre verger. C’est un souvenir à jamais gravé en moi. »



Les ingrédients utilisés pour la recette de la salade printanière.

LA RECETTE

PORTIONS : 2 personnes
DIFFICULTÉ : très facile
TEMPS DE PRÉPARATION : 15 minutes.
INGRÉDIENTS
4 pêches
Un demi-paquet de fromage double crème Candia
25 g de pistaches
25 g d’amandes
2 concombres
Quelques feuilles d’origan
Zeste de citron
Huile d’olive.

PRÉPARATION
POUR LA SALADE :
Éplucher les pêches, les réserver au réfrigérateur.
Découper deux concombres en cubes.
Faire griller les fruits à coque (pistaches et amandes) dans de l’huile d’olive. Puis les concasser.
Découper trois tranches de fromage double crème en dés.
Mélanger l’huile utilisée pour frire les fruits à coque avec le fromage.

POUR LE DRESSAGE :
Répartir les morceaux de pêches sur une assiette.
Ajouter les concombres.
Répartir, dessus, le mélange de fromage et fruits à coque concassés.
Ajouter le zeste de citron, les feuilles d’origan et arroser d’huile d’olive. C’est prêt !

En partenariat avec



La salade printanière préparée à quatre mains par Jad Choucair et son fils Lazare, en juillet 2026. Photos L’Orient-Le Jour

INSOLITE

390 kilos de beurre de cacahuète pour célébrer l’art absurde de Wim T. Schippers

Irène MOSALLI

Deux hommes entourés de grands pots jaunâtres, qui sont en fait du beurre de cacahuète, s’activent sur le plancher du musée Boijmans Van Beuningen à Rotterdam, célèbre pour ses collections de peintures flamandes et italiennes des XV^e et XVI^e siècles. Ils préparent une commémoration particulièrement insolite : reproduire à l’occasion du décès de l’artiste néerlandais Wim T. Schippers le 10 juin 2026 une installation qu’il avait dédiée à ce même musée en 2010 intitulée *Pindakaasvloer* (*Le sol de beurre de cacahuète*), et qui n’était autre qu’un énorme tapis hexagonal réalisé avec... du beurre de cacahuète. Schippers s’est fait connaître en cumulant les expressions artistiques (art visuel, comédie, réalisations télévisées), jouant toutes sur la provocation, l’ironie et les détournements. Ce qui avait séduit le directeur du musée Boijmans, Sjarel Ex, qui avait confié : « C’est l’une des meilleures acquisitions que l’on ait fait en 2010 ! Recouvrir un sol de beurre de cacahuète illustre la démarche conceptuelle de cet artiste qui, à travers son art, vise à démontrer qu’en principe tout est absurde et dénué de sens, mais que de ce fait l’effort en vaut la peine. » L’exposition se tient jusqu’au 6 septembre prochain, et comme les visiteurs en auront probablement l’eau à la bouche, les organisateurs ont prévu à leur intention des toasts au beurre de cacahuète, évidemment, qui seront servis au restaurant attenant.

« Étaler d’une manière uniforme et ennuyeuse »

Les organisateurs ont donc repris ce concept pour célébrer les 83 ans d’existence de Wim Schippers en suivant exactement ses directives. De son vivant, il avait prescrit un mode d’emploi précis : « Étaler le beurre de cacahuète de la manière la plus uniforme et la plus ennuyeuse qui soit. Et ne pas aborder cette



Pour réaliser ce tapis hexagonal de 25 mètres carrés d’une épaisseur de 2 cm, il aura fallu 390 kilos de beurre de cacahuète. Photo Raaf Blanker fournie par le musée Boijmans

activité à des fins éducatives. » À cet effet, pour son actuelle réédition, le musée a fait appel à des spécialistes du plâtre qui ont utilisé 390 kilos de beurre de cacahuète pour réaliser le tapis hexagonal de 25 mètres carrés et d’une épaisseur uniforme de 2 cm. De plus, cet artiste conceptuel croyait ferme que l’art n’a pas nécessairement à être logique ou utile, précisant : « Il peut être absurde, tout comme la vie elle-même, et c’est précisément ce qui lui donne toute sa valeur. »

Son œuvre au beurre de cacahuète reflète parfaitement son humour, son originalité et son traitement d’une esthétique libre, novatrice et provocante qui s’étend à ses autres talents d’humoriste, de réalisateur de télévision et de comédien de doublage néerlandais. Ce qui lui a valu le surnom de « l’enfant terrible du petit écran néerlandais ». Il s’était notamment illustré en prêtant sa voix aux personnages d’Ernie et de Kermit la Grenouille dans la série *Sesame Street*,

version néerlandaise. Il avait aussi composé plus de trois cents chansons pour ce show.

Enfant terrible de la TV et des curateurs

L’artiste multi-talentueux était le cauchemar des curateurs lorsqu’ils devaient entretenir des œuvres faites avec des médias périssables. Pour le faire, le musée doit réguler la température et l’humidité afin de prévenir la prolifération rapide de moisissures et d’atténuer l’odeur intense qui s’intensifie naturellement lorsque l’huile d’arachide se sépare et s’oxyde sous l’éclairage de la galerie. En même temps, les visiteurs peuvent respirer cet arôme si populaire qui définit l’expérience sensorielle de la pièce.

Par ailleurs, le concept d’une plateforme en beurre de cacahuète fait partie d’une série de sculptures au sol lancée par Schippers. Toujours à contre-cou-

rant des codes, il avait cassé la notion de volume au profit de surfaces plates, imprimant son rythme de reliefs sciement sans sortir de l’ordinaire. Pour exprimer que le commun et l’absurde peuvent avoir leur mot à dire, à la manière de Marcel Duchamp. Il avait commencé à créer ce style en 1962 au musée Fodor d’Amsterdam, où il avait entièrement recouvert une salle de sel et rempli une autre de fragments de verre brisé. C’est de là qu’est venue l’idée de la *Plateforme au beurre de cacahuète*. Dans le même esprit, la célèbre banane scotchée sur cimaises et œuvre de l’artiste italien Maurizio Cattelan avait requis peu de soin : il fallait la remplacer chaque six jours. Puis, elle a été vendue aux enchères pour la somme de 6,2 millions de dollars. Son acquéreur, Justin Sun, avait joué le jeu jusqu’au bout : il avait dégusté en public ce fruit tenant du pied-de-nez au grand art, comme l’indiquait son titre, *Comedian*.

REPORTAGE

À Rome, un homme en croisade contre les graffitis

Centimètre par centimètre, le jet à haute pression fait disparaître l’énorme tag aux couleurs criardes : c’est la seconde fois en deux semaines que Valerio Tuveri, pistolet en main, nettoie ce mur d’enceinte d’un parc historique de Rome, ville envahie par les graffitis.

En combinaison blanche intégrale, casque sur les oreilles et masque de travaux protégeant son visage, le bénévole pulvérise du sable sur l’inscription en grosses lettres apparue il y a quelques jours.

« ACAB » (un acronyme de l’anglais « All cops are bastards » : « Tous les flics sont des salauds », NDLR) est tracé sur une portion du mur d’enceinte, tout juste rénové, du jardin public de la Villa Sciarra, situé entre Monteverde et le très touristique quartier de Trastevere.

« J’en suis à ma deuxième intervention » sur ce mur, explique Tuveri, qui attribue à des antifascistes du quartier ce graffiti faisant également référence à Abderrahim Fakir, un Marocain dont le décès lors d’une arrestation en juillet à Bologne (Nord) a provoqué une vague de colère.

Le jeune homme de 28 ans, connu sur Instagram et TikTok comme « le Gars qui nettoie Rome » alias « mr.tuvs », poste des vidéos de ses interventions, réalisées à titre gracieux, en accord avec la ville de Rome.

Il a commencé à publier sur les réseaux sociaux à l’été 2024, alors qu’il nettoyait, pour le jubilé, « Année sainte » de l’Église catholique à Rome, les hauts murs des berges du Tibre, retrace-t-il. « J’ai nettoyé huit kilomètres de murs », affirme le jeune homme aux quelque 80 000 abonnés sur Instagram et 70 000 sur TikTok, par ailleurs employé d’une entreprise privée spécialisée dans le nettoyage et la restauration des monuments, statues et fontaines.

Depuis, Valerio Tuveri a fait des émules, notamment à Brescia, dans le nord de l’Italie, mais également à l’étranger, au Brésil et en Espagne notamment. « C’est la plus grande satisfaction, car on voit que le message se propage », se félicite-t-il.

« Depuis que je publie ces vidéos, les gens ont commencé à considérer les graffitis comme un problème », assure-t-il. « Avant, ils étaient tellement habitués à les voir (...) que c’était normal pour eux, mais quand ils ont découvert la beauté qui se cache derrière un mur tagué, ils ont commencé à réfléchir à mon travail et à les considérer d’un mauvais œil », développe-t-il.

Ressource extraordinaire

Pour Valerio Tuveri, le phénomène des tags, qui recouvrent monuments, maisons, véhicules, trains ou encore rideaux métalliques de Rome, s’est amplifié ces dernières années.

Outre les campagnes de sensibilisation, il faut des « peines sévères », des « amendes salées et des caméras, beaucoup de caméras », juge-t-il.

De janvier à début juillet, selon la police municipale, plus de cinquante personnes ont été dénoncées dans la capitale italienne pour dégradation et destruction de bâtiments.

S’il salue l’engagement de Valerio Tuveri, qui montre que « la participation des citoyens peut représenter une ressource extraordinaire », Stefano Marin, adjoint municipal chargé des politiques environnementales et des relations avec les citoyens, estime que « le bénévolat ne peut pas et ne doit pas se substituer de manière permanente aux responsabilités des institutions ».

« Rome doit faire face quotidiennement à des milliers d’interventions de maintenance, de nettoyage et de remise en état, avec des ressources économiques et opérationnelles nécessairement limitées par rapport à l’étendue du territoire et à la fréquence des actes de vandalisme », complète l’adjoint.

Il propose aussi la mise en place d’un « crédit d’impôt national pour compenser les dépenses engagées par des citoyens, associations ou entreprises qui restaurent l’espace urbain.

Juliette RABAT/AFP